

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 3936 - MERCREDI 17 FEVRIER 2021

BIAC

Le long chemin périlleux vers la liquidation

Le dernier communiqué de la Banque centrale du Congo (BCC) fait état de multiples entraves à la bonne évolution du processus de liquidation. En date du 30 septembre 2020, l'autorité monétaire annonçait avoir procédé au retrait d'agrément de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (Biac).

La BCC a rappelé que le retrait d'agrément de la Biac était une décision survenue après avoir « subi la mauvaise foi des actionnaires et épuisé toutes les pistes de solution pour son redressement ». La mission de liquidation a été confiée à un cabinet recruté après un appel d'offres restreint, note le document.

Page 4



Une agence de la Biac sur le boulevard du 30 juin à Kinshasa

BARRAGE DE KATENDE

Reprise imminente des travaux sur le site



Relance des discussions pour la construction du barrage de Katende

Le ministère des Ressources hydrauliques et Electricité, Eustache Muhanzi, a promis de reprendre des discussions avec le gouvernement indien pour la relance du chantier du barrage hydroélectrique Grand Katende dans le Kasai-central.

Après le constat peu reluisant sur le site du barrage hydroélectrique fait à l'issue de la vi-

site d'évaluation des travaux, aux arrêts depuis près de quatre ans, le ministre s'est dit optimiste quant à la détermination du gouvernement à matérialiser ce projet devant assurer une production d'au moins 64 mégawatts d'électricité. Les travaux effectués par le génie civil représentent 55 % de ce qui est attendu.

Page 3

ETAT CIVIL

Les défis restent encore énormes pour l'enregistrement des enfants

Malgré l'amélioration du taux des déclarations des naissances à l'état civil, les acteurs du terrain ont encore des tâches importantes à accomplir pour maintenir le cap. C'est ainsi que sous l'initiative de la division provinciale de l'intérieur et sécurité avec l'appui de l'Unicef, les chefs des bureaux communaux, les préposés de l'état civil et les chefs

des quartiers de Kinshasa ont suivi, le 15 février, un atelier retraçant les différentes activités réalisées en 2020 et les projections pour 2021. Du constat fait, il en découle que le taux des déclarations des naissances a connu une augmentation par rapport aux années précédentes grâce à la collaboration avec les maternités.

Page 3

VIENT DE PARAÎTRE

« Donner la vie en abondance pour un christianisme congolais crédible »

Prêtre franciscain, Jean-Claude Mulekya présente son ouvrage « Donner la vie en abondance pour un christianisme congolais crédible » paru dans la collection religions et spiritualité de L'Harmattan, comme « une réponse critique au risque que court le christianisme congolais de devenir une religion miracle ». Le livre est disponible en version papier et électronique depuis février 2021. Le docteur en théologie fondamentale est d'avis que le christianisme de la RDC « doit réconcilier le temporel et le spirituel pour générer le christianisme du Christ donneur de la vie en abondance », en référence à l'évangile (Jean 10,10).

Page 5

ISP MATADI

La paix sociale mise à mal par l’actuel comité de gestion

Le feu qui couve au sein de cet institut d’enseignement supérieur risque de causer un grand incendie ou une forte explosion si les autorités du secteur continuent à fermer les yeux sur cette situation décriée au sein de cette institution.

Des informations en provenance de l’Institut supérieur pédagogique de Matadi (Isp Matadi), dans le Kongo Central, font état d’un climat social explosif au sein de cette institution d’enseignement supérieur. « *La situation que nous traversons n’est pas particulière à notre institut. Elle est presque commune à toutes les institutions des provinces, étant donné que le ministère de l’Enseignement supérieur et universitaire n’est pas décentralisé ; l’administration se trouve à Kinshasa et les institutions des provinces ne dépendent que de la capitale. Même les nominations viennent de là et, il arrive que l’on envoie des personnes non connues de ces institutions. Ce qui fait que sur place, ces personnes nommées à partir de Kinshasa pensent n’avoir des comptes à rendre qu’à la hiérarchie qui les a nommées* », expliquent des sources proches de cet institut.

Enrichissement au détriment des institutions

Selon ces sources, ces dirigeants nommés à partir de Kinshasa, ne connaissant les besoins ni de ces établissements moins encore de la population des coins où ils sont affectés, ne viennent que s’enrichir « sur le dos de ceux-ci ». « Ils se donnent les primes que les enseignants n’ont pas. Pour ce faire, ils vont toucher même aux frais destinés au fonctionnement de l’institution », explique-t-on.

Pour l’Isp-Matadi, particulièrement, l’on apprend qu’au cours de l’année académique 2018-2019, un ministre intérimaire, qui n’avait pas qualité, avait nommé un comité de gestion. Malgré la désapprobation du personnel, ce comité de gestion a forcé la main et a pris possession des lieux. Ce qui l’avait conduit à organiser une chasse aux sorcières, tendant à mettre hors d’état de nuire tous ceux qui l’ont combattu. Depuis leur avènement à la tête de cette institution, ils ont eu déjà à faire partir quatre personnes dont le président du syndicat Synapat, sans l’aval du conseil de l’Institut, pour intimider le personnel. « *C’est dans le cadre de cette action punitive que le président du syndicat a été licencié dans des conditions pas conformes à la loi* », indiquent nos sources.

Des frais qui ne servent qu’au comité de gestion

Depuis cette situation, l’Institut supérieur pédagogique de Matadi a diplômé plus de deux cents étudiants dont chacun paie, pour l’entérinement de son diplôme, une somme équivalent à 123 500 Francs congolais. Mais, aucun de ces finalistes n’a reçu son diplôme alors qu’ils ont, tous, payé ces frais d’homologation et d’entérinement de diplôme. « Où est parti cet argent ? », se demandent nos sources, qui indiquent que cet argent est introuvable dans les comptes de l’Isp-Matadi. A en croire ces sources, les étu-

dants sont également obligés de payer les frais techniques, ateliers labo-informatiques. Malgré le fait que ces derniers se soient acquittés de cette obligation, l’institut ne leur offre aucun laboratoire pour leurs exercices pratiques. « *Pour le laboratoire, chaque étudiant est obligé de s’amener avec un ordinateur. Sinon, on regroupe les étudiants à trois, pour travailler sur la machine amenée par un des leurs. Alors que le labo-informatique n’existe pas, dans cette institution qui organise la section de gestion informatique, l’argent payé par les étudiants dans cette rubrique est tout simplement détourné par le comité de gestion* », explique-t-on. L’Isp-Matadi a plus de six cents étudiants, expliquent ces sources, si l’on multiplie le montant payé par chacun d’eux (41 175 FC) par leur nombre (six cents), on saura la hauteur de l’argent qui ne sert qu’à enrichir les membres du comité de gestion. Aussi, les étudiants sont obligés de payer la carte d’accès à la bibliothèque. Quand bien-même que cette dernière existe, ils ne remettent jamais de carte d’accès aux étudiants, malgré que ces derniers s’acquittent des frais exigés pour ce faire, mille six cent quarante-sept FC. Pour la pratique professionnelle, les étudiants de première et deuxième graduats, plus de trois cents, paient 24 725 FC. Les enseignants, qui sont les encadreurs de stages, ne bénéficient

jamais de cet argent, qui est une propriété des membres du comité de gestion. « *Ils refusent de payer aux enseignants cet argent. Ces derniers, en colère, promettent de ne pas organiser le stage, l’année prochaine* », font savoir ces sources. Pour la cuisine diététique, de la section hôtellerie, cela fait deux années consécutives qu’ils n’ont même pas acheté une cuillère ; alors que chaque étudiant paie 32 940 FC. Sur la rubrique Effort de construction, chaque étudiant paie 32 940 FC. Et, l’on ne sent jamais la volonté d’acheter une parcelle à cette institution, qui continue à être locataire. « *A part le comité du professeur Emmanuel Mata, qui réunissait de l’argent pour l’achat d’une parcelle. A son départ à la tête de l’Isp-Matadi, il a laissé près de 40 mille dollars américains à la caisse de l’institut pour acheter une parcelle. Aujourd’hui, cet argent a disparu* », soulignent ces sources. Chaque étudiant paie également, l’année, 32 940 FC, pour l’acquisition des équipements informatiques. Mais, pendant deux ans, l’institut n’a acquis même pas un ordinateur, moins encore un livre, alors que chaque année, l’étudiant est obligé de payer 3294 FC. Aujourd’hui, le personnel, particulièrement les enseignants de l’Isp-Matadi, qui pense avoir retiré leur confiance au comité de gestion actuel, ne jurent que sur le départ de l’équipe com-

posée notamment de Gabriel Bambile, l’intouchable, qui se dit l’homme fort du comité de gestion. Il y a également dans ce comité de gestion un novice, le secrétaire général administratif Serge Nsemi Tuluenga, qui n’a même pas un numéro matricule de la Fonction publique et qui ne ferait que du sur place depuis sa nomination. Le directeur général nommé, le Pr. Nela, avait démissionné suite aux bévues constatées en 2018 dans la nomination de cette équipe. Le professeur Baudouin Nkenda qui l’a succédé ; étant enfant de la maison, avait pris la décision de relever le défi. Mais, à ce jour, il paraît incapable pour gérer cette institution. Parmi les points positifs de cet institut d’enseignement supérieur et qui milite pour que les autorités se penchent sur ce dossier, il y a notamment la diminution de la sous-qualification des enseignants de 93 à 83 %. « *Aujourd’hui, si la sous-qualification des enseignants dans la ville côtière a été réduite à 83%, c’est grâce à l’Isp-Matadi* », expliquent nos sources, qui tiennent à la sauvegarde de cette institution qui compte, en plus du personnel administratif, trente-cinq enseignants dont deux professeurs, dix-huit chefs des travaux et quinze assistants, et qui appellent l’autorité à se pencher sur cette situation en vue de permettre à cet institut d’accomplir sa mission.

Lucien Dianzenza

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC) Site Internet : www.brazzaville-adiac.com DIRECTION Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse Secrétariat : Raïssa Angombo RÉDACTIONS Directeur des rédactions : Émile Gankama Assistante : Leslie Kanga Photothèque : Sandra Ignamout Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi RÉDACTION DE BRAZZAVILLE Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina, Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion Grand-reporter : Nestor N’Gampoula, Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Kouembemba, Firmin Oyé Service Économie : Fiacre Kombo (chef de	service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoulou, Rock Ngassakys Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO : Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlu Emilia Gankama (Cheffe de service) RÉDACTION DE POINTE-NOIRE Rédacteur en chef : Faustin Akono Lucie Prisca Condhet N’Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Mélaine Eta Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34 RÉDACTION DE KINSHASA Directeur de l'Agence : Ange Pongault Chef d'agence : Nana Londole Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali Coordonnateur : Alain Diasso Économie : Laurent Essolomwa, Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi Culture : Nioni Masela Sports : Martin Enyimo Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga	Distribution et vente : Jean Lesly Goga Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200 MAQUETTE Eudes Banzouzi (Chef de service) PAO Cyriaque Brice Zoba (Chef de service) Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara. INTERNATIONAL Directrice : Bénédicte de Capèle Adjoint à la direction : Christian Balende Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi. ADMINISTRATION ET FINANCES Directrice : Lydie Pongault Secrétariat : Armelle Mounzeo Adjoint à la directrice : Abira Kiobi Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi Caisse principale : Sorrelle Oba PUBLICITÉ ET DIFFUSION Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Assistante commerciale : Hortensia Olabouré	Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64 TRAVAUX ET PROJETS Directeur : Gérard Ebami Sala INTENDANCE Coordonnateur général:Rachyd Badila Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna	République du Congo Tél. : (+242) 05 629 1317 eMail : imp-bc@adiac-congo.com INFORMATIQUE Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé LIBRAIRIE BRAZZAVILLE Directrice : Lydie Pongault Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo GALERIE CONGO BRAZZAVILLE Directrice : Lydie Pongault Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi. Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B. ADIAC Agence d'Information d'Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo Tél.: 06 700 09 00 Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr Président : Jean-Paul Pigasse Directrice générale : Bénédicte de Capèle Secrétaire général : Ange Pongault
---	---	--	---	--

ETAT-CIVIL

Les défis restent encore énormes pour l'enregistrement des enfants

Le constat a été fait au cours d'un atelier, qui a permis aux participants d'identifier les différentes activités réalisées en 2020 et les projections pour 2021 dans le domaine de l'Etat-civil, pour la ville-province de Kinshasa.

En dépit de l'amélioration du taux des déclarations des naissances à l'état-civil, les acteurs du terrain ont encore des tâches importantes à accomplir pour maintenir ce cap. Il s'agit notamment de: poursuivre le travail dans les maternités; créer et rendre opérationnels les bureaux secondaires dans certaines communes de Kinshasa, dont Limete, N'sele, Maluku; poursuivre l'application du logiciel Bida avec extension dans les vingt-quatre communes de la capitale; poursuivre la remise et l'archivage des actes issus de la campagne de rattrapage dans les écoles; suivre et contrôler le travail, etc.

Tous ces défis ont été identifiés, le 15 février 2021, dans la salle des Conférences de Corneille City à Lemba, au cours de l'atelier provincial de présentation des résultats des activités réalisées en 2020 par les services de l'état civil et de la population. Sous l'initiative de la division provinciale de l'intérieur et sécurité avec l'appui financier de



l'Unicef, les chefs des bureaux communaux, les préposés de l'état civil et les chefs des quartiers de Kinshasa ont suivi des présentations retraçant les différentes activités réalisées en 2020 et les projections pour 2021.

Réjouis du déroulement de cette activité, le représentant du ministre provincial en charge de l'Intérieur et sécurité, Benjamin Ngafani, a salué l'organisation de cette revue annuelle, qui a consisté à évaluer les activités organisées en 2020 dans

le cadre de l'état civil et de la population. « Les chefs des bureaux communaux ont évalué ces activités et ont planifié les activités pour 2021 », s'est-il réjoui. Et d'ajouter que cette planification doit tenir compte des faiblesses constatées plu-

tôt en 2020 pour améliorer les activités de l'état civil et de la population en 2021. Le ministre provincial a relevé quelques défis notamment ceux liés à l'enregistrement de décès et à la formation des agents commis à cette tâche.

Interrogé à ce sujet, un préposé de l'état civil a fait savoir que grâce à la collaboration avec les maternités, le taux des déclarations des naissances a connu une augmentation par rapport aux années précédentes. Cependant, a-t-il indiqué, les difficultés se situent surtout au niveau de l'enregistrement des décès.

Il faut retenir que plusieurs personnalités politico-administratives de la ville de Kinshasa et certains partenaires étaient présents à ces travaux. On a noté également la présence du chef de division provinciale de l'intérieur et sécurité, du bourgmestre de la commune de Lemba et le représentant de Macktech LLC Sarl.

Blandine Lusimana

BARRAGE DE KATENDE

Promesse de reprise des discussions pour les travaux de construction

La relance des pourparlers avec le gouvernement indien permettra le retour sur le site du projet de l'entreprise qui exécutait ces travaux et dont le retrait avait été décidé par ledit gouvernement.

Le ministère des Ressources hydrauliques et Electricité, Eustache Muhanzi, a promis de reprendre des discussions avec le gouvernement indien pour la relance du chantier du barrage hydroélectrique Grand Katende, dans le Kasai-Central. Après le constat peu reluisant sur le site du barrage hydroélectrique fait à l'issue de la visite d'évaluation de ce projet dont les travaux se sont arrêtés depuis plus ou moins quatre ans, le ministre s'est, par ailleurs, dit optimiste quant à la détermination du gouvernement congolais « pour que ce site produise au moins 64 mégawatt d'électricité ». Le chef m'a instruit, explique le ministre Muhanzi, de venir sur le terrain pour que finalement nous reprenions contact avec le gouvernement indien.

Notant que c'est le gouvernement indien qui avait retiré l'entreprise qui exécutait les travaux, le ministre des



Ressources hydrauliques et Electricité a rassuré quant à la reprise de ces pourparlers qui conduira à la reprise de ce chantier. « Après les entretiens que nous referons avec le gouvernement indien, les travaux vont reprendre », a-t-il promis.

Une situation alarmante

Se référant aux statistiques transmises au ministre Muhanzi, radiookapi.net a indiqué que les travaux effectués sur place par le génie civil représentent 55 %. Et de noter que 75% d'équipements

hydroélectriques avaient déjà été acquis alors que les entrepôts sont, à ce jour presque, vides. La source indique qu'en plus des équipements du barrage, l'on note également que des véhicules et autres engins acquis sont, à ce jour, dépiécés, alors que des transfor-

mateurs de grande puissance électrique coûtant environ 109 millions de dollars américains et relatifs à ce projet moisissent dans certaines villes du pays. « Il nous reste 25% en termes de matériel et 40 ou 35% en termes des travaux de génie civil. On va faire une autre évaluation parce que l'essentiel de matériel n'est pas sur le site, il est encore au niveau de Lubumbashi », a expliqué Eustache Muhanzi.

Le ministre des Ressources hydrauliques et Electricité a, par ailleurs, fait savoir qu'avec 64 mégawatt que peut produire ce barrage, les villes de Kananga, Mbuji-Mayi, Tshimbulu et autres cités environnantes pourront être desservies en courant électrique. Sur place, le ministre Muhanzi s'est fait accompagner du député national Delly Sessanga, qui lui avait adressé une question orale sur ce projet.

Lucien Dianzenza

BELGIQUE

L'avocate Julienne Mpemba renvoyée devant le tribunal correctionnel pour fraude à l'adoption

La chambre du conseil de Dinant a rendu, le mardi 16 février, une décision dans l'affaire de la fraude à l'adoption à grande échelle impliquant divers «orphelins» congolais. Sur les huit suspects, seule la Belgo-Congolaise, Julienne Mpemba, doit répondre devant le tribunal correctionnel plus tard cette année, indique le quotidien néerlandophone Het Nieuwsblad.

La chambre du conseil de Dinant a estimé que les sept fonctionnaires de la communauté française, également impliqués dans ce dossier, ne devaient pas répondre devant le tribunal correctionnel, car ils ne peuvent pas être blâmés en vertu du droit pénal. Les parents des familles qui ont adopté un enfant sont très déçus, indique le quotidien, précisant que leur avocat, George-Henri Beauthier, a déclaré qu'il vérifiera prochainement auprès du procureur du parquet fédéral s'il peut faire appel de la décision. L'affaire de cette fraude à l'adoption remonte à 2015. Cette année-là, plusieurs enfants congolais, rappelle-t-on, se sont retrouvés dans un orphelinat de Kinshasa dirigé par Julienne Mpemba, juriste à l'époque pour la communauté française et qui avait des contacts avec les plus hautes sphères politiques du Congo et avec des responsables de la Communauté française de la Belgique. Elle devait remettre

des enfants adoptés à des familles belges en novembre 2015. L'enquête a démarré en 2016. Julienne Mpemba a été suspectée d'avoir enlevé et détenu onze enfants orphelins et d'avoir demandé en échange le paiement d'une importante somme d'argent. Des allégations rejetées par l'avocate belgo-congolaise. Les enfants avaient été remis aux familles belges concernées après quelques jours et Julienne Mpemba avait été arrêtée. Un dossier avait été ouvert à sa charge pour trafic d'êtres humains commis envers des mineurs. Trois des onze enfants adoptés par des familles belges ne répondaient pas aux conditions légales de l'adoption internationale et auraient été recherchés par les autorités congolaises. « Ces trois enfants sont pris en charge par les sections jeunesse des parquets locaux compétents afin de mettre en œuvre les mesures de protection adéquates », avait, à l'époque, indiqué le parquet fé-



Julienne Mpemba/DR

déral belge. Accusée de traite des êtres humains, Julienne Mpemba avait déclaré avoir fait adopter entre trente à quarante enfants en Belgique et aux États-Unis. Après avoir été privée de liberté pendant plusieurs mois, elle avait été remise en liberté sous

surveillance électronique en attendant son procès. Sept fonctionnaires de la communauté française de Belgique avaient également été inculpés. Il leur était reproché d'avoir fermé les yeux sur des manipulations frauduleuses de date de naissance et de photos

d'enfants dont certains enfants n'étaient même pas orphelins et auraient été volés à leurs parents biologiques en RDC. Certains de ces fonctionnaires sont des responsables politiques, dont l'un, renseigne Het Nieuwsblad, est un proche collaborateur du président de la région Bruxelles-Capitale, Rudi Vervoort (PS). Des perquisitions avaient notamment eu lieu dans trois centres d'adoption wallons et au Cabinet de Rachid Madrane, ancien ministre de la Jeunesse de la fédération Wallonie-Bruxelles et actuel président du Parlement bruxellois. Ces perquisitions avaient été menées car Rachid Madrane avait, à l'époque, la tutelle sur l'Autorité centrale communautaire (ACC), compétente en matière d'adoption pour la Fédération Wallonie-Bruxelles. Didier Dehou, directeur de l'ACC a également été jugé

Patrick Ndungidi

BIAC

Le long chemin périlleux vers la liquidation

Le dernier communiqué de la Banque centrale du Congo (BCC) fait état de multiples entraves à la bonne évolution du processus de liquidation. En date du 30 septembre 2020, l'autorité monétaire annonce avoir procédé au retrait d'agrément de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (Biac).

La BCC a rappelé que le retrait d'agrément de la Biac est une décision survenue après avoir « subi la mauvaise foi des actionnaires et épuisé toutes les pistes de solution pour son redressement ». La mission de liquidation a été confiée à un cabinet recruté après un appel d'offre restreint, note le document. Aujourd'hui, « les actionnaires de la Biac dissoute entravent la mission de liquidation de cette banque ». Preuve d'une tension qui couvait depuis un certain temps, des sources proches de l'institution bancaire ont fait état récemment de l'arrivée en force d'une équipe investie comme « gestionnaire du patrimoine de la banque liquidée ». Pour certains analystes, il y aurait bien une connexion politique derrière la témérité de cette équipe. Pour sa part, la BCC en fait longuement allusion dans son communiqué en parlant de « l'installation illégale d'un expert-comptable ». Le message de la Banque centrale est sans ambiguïtés : « Les actionnaires de la Biac participent de manière active, sans aucune procédure formelle et transparente, à l'installation de Jean-Pierre Pfingu Nsuami, vice-président de l'Ordre national des experts comptables au Congo, en qualité de gestionnaire du patrimoine de la banque liquidée, rôle sans fondement légal ». Par ailleurs, elle rassure l'opinion publique de sa détermination à mettre hors d'état de nuire ce groupe qui, conclut-elle, torpille les lois de la République.

Laurent Essolomwa

MÉDIAS

OLPA prend acte de la libération d'un journaliste à Kinshasa

L'ONG déplore, néanmoins, l'incarcération du journaliste pendant plusieurs jours à la prison centrale de Makala.

L'organisation indépendante de défense et de promotion de la liberté de presse, Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (OLPA), a dit prendre acte de la libération de Roland Romain Pius Ngoy, journaliste à l'un des médias en ligne basé à Kinshasa, Dépêche.cd. Tout en saluant cet acquittement, l'ONG a, néanmoins, déploré l'incarcération du journaliste pendant plusieurs jours. Il est, en effet, rappelé qu'acquitté par le Tribunal de paix de Kinshasa/Gombe pour insuffisance de charge, Roland Romain Pius Ngoy a été libéré, le 15 février 2021, après cinquante-cinq jours de détention à la prison centrale de Makala.

Le journaliste, note OLPA dans son communiqué du 15 mars, a été interpellé le 21 décembre 2020, par les agents du Parquet de grande instance de Kinshasa/Gombe devant le siège de l'Union nationale de la Presse du Congo (UNPC). Cette interpellation, fait savoir l'organisation, était intervenue peu après sa comparution



Le journaliste Roland Romain Pius Ngoy. Kayembe.

devant le tribunal des pairs de l'UNPC, dans la cause l'opposant au député national élu du Kongo Central, Fabrice Puela. Le journaliste a été inculpé de diffamation à l'endroit de cet élu. L'accusation a été consécutive à la diffusion, le 27 novembre 2020 sur internet, d'une émission intitulée « Non à la balkanisation » présentée par le journaliste Jean-Pierre

Au cours de cette émission, explique OLPA, Pius Ngoy avait affirmé que le député Fabrice Puela a exigé une somme de 100 mille dollars américains à l'ancienne présidente de l'Assemblée nationale, Jeannine Mabunda, pour renoncer à une initiative parlementaire.

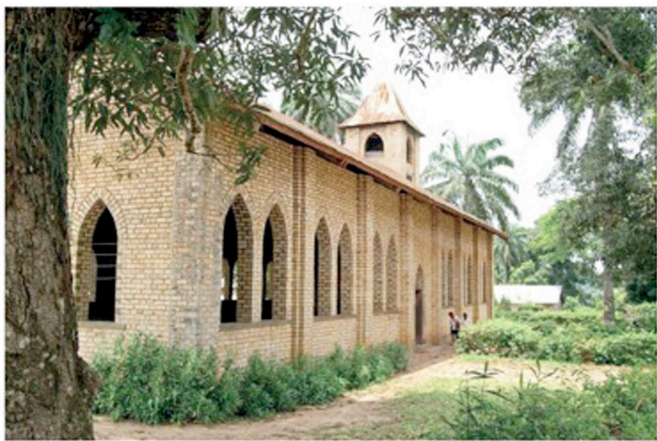
Lucien Dianzenza

VIENT DE PARAÎTRE

Donner la vie en abondance pour un christianisme congolais crédible

Prêtre franciscain, Jean-Claude Mulekya Kinombe présente son ouvrage, paru dans la collection religions et spiritualité de L'Harmattan, comme « une réponse critique au risque que court le christianisme congolais de devenir une “religion-miracle” ».

Donner la vie en abondance pour un christianisme congolais crédible est disponible en version papier et électronique depuis le début de ce mois de février. Comme l'indique son sous-titre, le livre de 238 pages traduit la pensée de l'auteur dont la perception est « Au-delà des prétentions du christianisme exaltationniste ». Lesquelles se traduiraient par le « risque que court le christianisme congolais de devenir une « religion-miracle », sensationnelle, émotive, spectaculaire », comme souligné dans la quatrième de couverture. Et qui plus est, « dont les prédications ne tournent qu'autour d'un Dieu trop piétiste, utilitaire, thaumaturge, avocat des causes impossibles, un Dieu des solutions inespérées et perdues ». Le présent ouvrage, Jean-Claude Mulekya, religieux de l'ordre des Frères mineurs (OFM/ couramment appelés franciscains), est donc « une réponse critique », la sienne, à ce possible danger. Le docteur en Théologie fondamentale est d'avis que le



Préface d'Andrea BIZZOZERO ofm



christianisme de la RDC « doit réconcilier le temporel et le spirituel pour générer le christianisme du Christ donneur de la vie en abondance », en référence à l'évangile, particulièrement Jean 10,10. Et donc, soutient-il : « Sous le regard de la mémoire chrétienne et de la notion metzienne de la

Bizzozero, la part des hommes de Dieu est dans cette responsabilité qui transparaît à travers leur discours incitatif. « Aujourd'hui plus que jamais, ceux qui proclament la Parole de l'Évangile participent au devoir d'éveiller les consciences et de garder éveillé ce jugement critique

« Aujourd'hui plus que jamais, ceux qui proclament la Parole de l'Évangile participent au devoir d'éveiller les consciences et de garder éveillé ce jugement critique qui permet d'habiter avec amour dans ce monde devenu la demeure du Dieu crucifié »

« réserve eschatologique », le christianisme congolais doit œuvrer pour le Règne de Dieu ». Car, poursuit-il : « Le niveau où se trouve la R.D. Congo fait qu'elle a plus besoin de justice, de paix et de développement que d'aumônes, d'assistances et d'utopies ! ». Et, pour le préfacer, Andrea

qui permet d'habiter avec amour dans ce monde devenu la demeure du Dieu crucifié ». Savoir que selon l'esprit évangélique ainsi prôné l'homme collabore à l'œuvre divine dans la construction du monde et de l'histoire.

Nioni Masela

EST DE LA RDC

Le HCR dénonce un « schéma systématique pour perturber la vie des civils »

L'agence onusienne est préoccupée par les atrocités commises par les groupes armés dans cette partie meurtrie de la République. Elle a parlé d'une volonté délibérée de susciter la peur et de créer des ravages.

L'insécurité continue d'allonger la liste des victimes dans l'est de la RDC. Il n'y a pas eu de répit pour la population et même les civils déplacés qui continuent à faire face à des meurtres et autres enlèvements en 2021. Comme le rappelle l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR), un groupe armé a tué deux hommes et gravement blessé six autres lors d'une incursion le 24 janvier dernier dans un site de personnes déplacées de force de Masisi, un territoire du Nord-Kivu. Cette attaque venait ainsi s'ajouter au lourd bilan de 2020, une année marquée par un record de plus de 2 000 civils tués dans les trois provinces orientales. Par ailleurs, au cours du même mois de janvier, il y a eu une autre attaque d'un groupe armé qui a abouti au kidnapping de trois personnes vivant dans un site de déplacés de Kivuye à Masisi. Pire, ce groupe armé a imposé un couvre-feu à 19 heures dans la zone contrôlée et a introduit une taxe de sécurité. Ces taxes du reste illégales sont imposées à des personnes déplacées qui veulent accéder à leurs fermes dans leurs villages d'origine. Sans revenus, celles-ci n'arrivent pas à les honorer. L'on compte ainsi plus de 88 000 personnes déplacées qui résident actuellement dans vingt-deux sites soutenus par le HCR et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Une grande partie de ces déplacés sont hébergés dans des communau-

tés d'accueil. Des témoignages poignants confirment au moins sept incursions de groupes armés dans cinq sites différents de Masisi entre décembre 2020 et janvier 2021. Il s'agit des attaques menées sur la base de simples soupçons de collaboration avec d'autres groupes ou avec les forces de sécurité. Pour le HCR, les opérations militaires de l'armée RD-congolaise récoltent plus de succès que par le passé. Toutefois, les forces armées n'arrivent toujours pas à maintenir le contrôle de ces zones qu'elles sécurisent. Par conséquent, des contre-offensives permettent aux groupes armés de les reconquérir de nouveau. D'où l'appel du HCR en direction de tous les acteurs pour le respect du caractère civil et humanitaire des sites de déplacés. Il faut également, a-t-il ajouté, organiser des enquêtes indépendantes sur les crimes commis afin de punir leurs auteurs. Dans l'ensemble, les violences dans l'est du pays ont déraciné plus de cinq millions de personnes au cours des deux dernières années, entraînant près de deux millions de déplacés dans la seule province du Nord-Kivu. Entre-temps, le HCR doit faire face à un grave manque de financement. Sur les 195 millions de dollars américains d'appel de fonds, il n'a reçu à ce jour que 11 millions.

Laurent Essolomwa

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne) Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.

Un Espace culturel pour vos Manifestations

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h) Samedi (9h-13h)

LINAFOOT/LIGUE 1

V.Club lance sa manche retour contre JSK

Une victoire face à la Jenesse sportive de Kinshasa lancera mieux la manche retour du championnat national de football de V.Club après l'amère défaite en première journée de la phase des groupes de la Ligue des champions.

Après une défaite à domicile en première journée de la phase des groupes de la Ligue des champions d'Afrique par Simba SC de Tanzanie, l'AS V.Club affronte, ce 17 février au stade des Martyrs, la Jeunesse sportive de Kinshasa (JSK). Ce sera donc un match de la 16e journée de la 26e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot). Troisième à la fin de la manche retour avec 32 points (même nombre des ponts que le TP Mazembe, deuxième au classement derrière Sanga Balende 33 points), V.Club est en course pour le titre. Et une victoire face à la JSK va dans un premier temps remettre le moral renfrogné des joueurs du coach Florent Ibenge à la suite de la défaite en Champion's League africaine. Lors de la conférence de presse d'avant match, l'entraîneur adjoint des Dauphins Noirs de Kinshasa, Raoul Jean-Pierre Shungu, a été rassurant pour la

suite de la manche retour, même si cette deuxième étape de la plus prestigieuse compétition nationale de football pourra être assez rude pour les clubs qui se tiennent à très peu de points d'écart.

« Je ne crois pas que la défaite contre Simba en Coupe d'Afrique aura un impact sur ce match. Nous avons parlé lors de notre dernière réunion pour mobiliser les joueurs sur cela. Nous sommes conscients de l'enjeu et de l'importance de ce match. Oui, c'est un lion blessé qui jouera contre JSK... Nous nous sommes préparés sérieusement pour ne pas rater l'entame de la phase retour. Et cette reprise du championnat sera un peu difficile pour tous les clubs puisque la compétition est très serrée », a-t-il laissé entendre. Le rendez-vous est pris ce mercredi au stade des Martyrs de la Pentecôte à Kinshasa.

Martin Engimo



V.Club de Kinshasa

LINAFOOT/LIGUE 1

Zico Kiadivila, nouvel entraîneur du RCK



Ziko Kiadivila, nouvel entraineur du Racing Club de Kinshasa

Le Racing Club de Kinshasa (RCK) vient d'engager un nouvel entraîneur en remplacement de Raoul Mutufwila, récemment limogé pour insuffisance de résultats. Le technicien congolais Zico Kiadivila sera donc sur le banc du club

« J'ai parlé avec le président. On a eu un contrat d'objectifs pour replacer l'équipe, afin qu'elle se repositionne au classement par rapport à sa qualité. On va mettre du sérieux dans le travail et organiser tout ce qui est technique, tactique, physique et mental »

rouge et blanc pour la manche retour du championnat de la Ligue nationale de football (Ligue 1) qui débute ce 17 février.

« Ma présence ici, c'est pour entraîner le Racing Club de Kinshasa », a de manière lapidaire indiqué le nouveau patron du staff technique du club lors de la première séance d'entraînement. Et il a évoqué son objectif : « J'ai parlé avec le président. On a eu un contrat d'objectifs pour replacer l'équipe, afin qu'elle se repositionne au classement par rapport à sa qualité. On va mettre du sérieux dans le travail et organiser tout ce qui est technique, tactique, physique et mental ». RCK a terminé la manche aller à la 12e place au classement avec 16 points glanés en 15 rencontres.

Zico Kiadivila qui draine une expérience dans le football national avec plusieurs années de prestation (passé par plusieurs clubs à Kinshasa) est déjà à l'épreuve, ce mercredi 17 février au stade Kashala Bonzola de Mbuji-Mayi, face à l'actuel leader du championnat, Sa Majesté Sanga Balende, entraînée par le coach Andy Magloire Mfutula, qui compte 33 points en 14 matchs livrés (ayant un match en retard).

Martin Engimo

VISITEZ

LE MUSEE GALERIE

DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

galerie congo

de LUNDI

à VENDREDI (9h-17h)

et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

Art dans sa Généralité,

de la Tradition

à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso

immeuble les manguiers (Moïa)

dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

CORONAVIRUS

«Toutes les hypothèses restent ouvertes » sur son origine, selon l’OMS

Ce qu’on imaginait depuis le début est en train d’être confirmé. Le coronavirus ne vient pas de la Chine. « Toutes les hypothèses restent ouvertes » quant à l’origine de cette pandémie, selon l’OMS.

Une équipe d’experts de l’Organisation mondiale de la santé(OMS) et chinois vient de passer un mois à Wuhan, pour tenter d’étayer la thèse véhiculée par certains médias internationaux, selon laquelle l’origine du coronavirus était en Chine. Pour cette première enquête, rien ne le prouve. Toutefois, la mission conjointe d’experts internationaux et chinois aura constitué une étape scientifique « très importante » dans des circonstances « très difficiles », estime l’OMS, qui avoue être « loin de comprendre l’origine du coronavirus et la chaîne de transmission aux humains ». Cette dernière compte sur le temps, considérant son séjour en Chine comme « un premier pas », a déclaré, son chef de mission en Chine, Peter Ben Embarek. Le virologue néerlandais, Marion Koopmans, membre de l’équipe, affirme que « l’objectif n’était pas tant de trouver l’origine du coronavirus, mais de comprendre quelles sont

les pistes à explorer plus en avant ». L’autre membre de l’équipe, Mike Ryan, pense qu’il y a eu « des progrès » dans la connaissance du virus, « même si nous sommes encore loin de comprendre l’origine du coronavirus et la chaîne de transmission aux humains », a reconnu, Peter Ben Embarek. Deux rapports de la mission d’enquête seront rendus publics dans les prochaines semaines.

La délicate « autosuffisance » de l’OMS
L’enquête sur l’origine du virus intervient alors que le nombre de cas de Covid-19 signalé a diminué, pour la quatrième semaine consécutive. Dans le même temps, le nombre de décès a également baissé pour la 2e semaine consécutive. Des baisses qui seraient dues au fait que « les pays appliquent plus rigoureusement les mesures de santé publique », à en croire l’Organisation onusienne, tout en mettant en garde « l’autosa-

tisfaction qui est aussi dangereuse que le virus lui-même ». Il reste la question de l’absence , de la gestion parcimonieuse des vaccins et de l’égoïsme de certains pays industrialisés, leur manque de solidarité et d’équité vis-à-vis de certains pays du sud. On observe, cependant, une tendance à la baisse du nombre de contaminations - 750 000 par jour, en janvier, à 430 000 en février, et une chute de décès de 20% en deux semaines. Les explications avancées sont un meilleur respect des gestes barrières et le port obligatoire du masque , ainsi que le confinement dans certains pays. Mais les différents variants du virus sont en hausse, créant des doutes sur l’efficacité des vaccins. Toutefois, les niveaux de contaminations restent toujours élevés. Il est impossible d’établir une liste unique de raisons à ces tendances. La Covid-19 a déjà fait plus de 2,3 millions de morts dans le monde.

Noël Ndong

G5 SAHEL

Le Tchad va déployer 1200 soldats dans la zone des trois frontières

Le sommet des chefs d’Etat du G5 Sahel s’est tenu du 15 au 16 février à N’Djamena au Tchad. Les travaux ont été élargis aux pays de la région et institutions telles l’Union européenne (UA), l’Union africaine (UA) et les pays arabes. A l’issue des travaux, le Tchad a annoncé l’envoi de 1200 soldats dans la zone des trois frontières entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso.

Cette rencontre qui était axée sur l’avenir de cette instance dont la mission principale est d’éradiquer le terrorisme dans cette partie de l’Afrique, a permis aux participants de prendre certains engagements et mesures afin de contrer le phénomène du terrorisme. Le président tchadien Idriss Déby Itno a décidé d’envoyer 1200 soldats dans la zone des trois frontières. Insistant sur les désastres que sèment les groupes terroristes, le président français a appelé les Etas du Sahel à renforcer la lutte contre al-Qaïda. « Il est urgent de renforcer à la fois la lutte contre les groupes djihadistes et le retour de l’Etat dans les pays de la région. Pour ce faire, il nous faut une action concertée et renforcer pour tenter de décapiter les organisations affiliées à al-Qaïda », a déclaré, Emmanuel Macron par visio-conférence. En marge du sommet, le président mauritanien, Mohamed Ould El-Ghazaouani qui présidait le G5 Sahel, a passé le témoin au chef de

l’Etat tchadien Idriss Déby Itno. « Je voudrais lui exprimer toute notre reconnaissance pour les efforts et sacrifices que le Tchad ne cesse de consentir en faveur de la paix et de la sécurité dans la région. Je citerai en particulier sa décision de déployer un deuxième bataillon au profit de la force conjointe du G5 Sahel », a indiqué le chef de l’Etat mauritanien. Pour les participants, au-delà des efforts du Tchad, il faut une mobilisation des ressources afin de permettre une montée en puissance des troupes. Ainsi, le président de la commission de l’UA Moussa Faki Mahamat a signifié que « notre constant plaidoyer se poursuivra pour la mobilisation des ressources et la montée en puissance de la force conjointe du G5 Sahel en coordination avec le secrétariat exécutif ». A en croire certains observateurs, le terrorisme a débordé le bassin sahélien obligeant ainsi les voisins de l’est et de l’ouest à se mobiliser. D’où la présence à ce sommet du président en exercice de la Com-

munauté économique des Etats de l’Afrique de l’ouest (Cédéao), le Ghanéen Nana Akufo Ado et du vice-président du gouvernement de transition du Soudan. Les participants à ces assises ont par ailleurs souligné la nécessité de mobilisation des ressources financières nécessaires. Ainsi, pour le président tchadien, en plus de la stratégie militaire pour combattre les terroristes, il faut former les armées, favoriser le développement des régions où se sont installés les terroristes pour y faciliter le retour de l’Etat et de ses institutions. « On est arrivé à mobiliser trois milliards d’euros de ressources supplémentaires. Une partie à peu près d’environ 40%, de ces trois milliards est en cours d’exécution, le reste doit être programmé mais c’est aussi un symbole clair de la priorité que la communauté internationale donne à ses partenaires au Sahel », a expliqué pour sa part, le ministre espagnol des Affaires étrangères également présidente de l’Alliance, Arancha Gonzales Laya.

Rock Ngassakys

TRIBUNE LIBRE

Du dérèglement climatique au risque pandémique: que nous enseigne la Covid-19?

Plus d’un an après le début de la pandémie de Covid-19 à Wuhan (Chine), la pneumonie infectieuse sévit à des degrés divers à l’échelle mondiale et coûte plus de 12.500 milliards \$ (FMI, 2020). Cette maladie émergente est causée par le SARS-CoV-2, virus, zoonose favorisée par le réchauffement climatique qui, en détruisant l’habitat des chauves-souris, rapprocherait ces animaux de l’homme (Science of the Total Environment, 26 janvier 2021). Elle remet en cause, les études structurales et les expériences biochimiques des experts qui en attribuaient l’origine à la sélection naturelle du SARS-CoV, l’un des 6 coronavirus de souche humaine, qui aurait muté (Nature Médecine, 2020, n°26)). En cause:

1) le climato-scepticisme : les principaux foyers critiques de la Covid-19 se trouvent dans les pays où la pollution atmosphérique est très élevée. Cette liaison est faiblement explorée par les laboratoires des puissances industrielles climato-sceptiques, alors qu’elle est suggérée par les experts du GIEC (2007) qui montrent au niveau de la santé qu’une hausse de 1°C de la température terrestre réveille des bactéries mortelles endormies depuis longtemps comme l’anthrax (1941) et développe les allergies aux pollens et des maladies respiratoires ;

2) la faible maîtrise de la transition écologique: en 1900, l’homme relâchait dans l’atmosphère 34.874 milliards de tonnes de gaz carbonique (CO2) contre 36.831 milliards de tonnes en 2018. Cette pollution a augmenté de 60 % entre 1990 et 2017, montrant les limites des mesures de réduction de la température de la planète de 2 à 1,5°C d’ici à 2030 et de 0°C en 2050 (COP21). Les gaz à effet de serre en sont responsables dont le CO2 à 63 %, le méthane (19%) et autres (18%) provenant de l’activité humaine. Selon l’AFP (2019), le CO2 a augmenté de 147% depuis 1790, le méthane (259%) et le protoxyde d’azote (123%). Ces records reposent sur l’utilisation par l’homme de 95% des énergies d’origine fossile et 15% des énergies renouvelables, dans ses activités de production de l’énergie (35%), de production industrielle (18%), des transports (14%), d’agriculture (14%), de déforestation (10%), du bâtiment (6%) et des déchets (3%).

3) Les pays industrialisés sont les principales victimes de la Covid-19 comme le montrent les données de Statista (2021). L’Amérique qui émet 21% du CO2 mondial enregistre plus de 918.390 décès dont 529.080 en Amérique latine et les Caraïbes (4% du CO2 mondial), et 389.310 aux USA (14% du CO2 mondial). L’Europe (10% du CO2 mondial) et la Russie (7%), enregistrent 617.928 décès dont 20.000 pour la Belgique qui a 1.725 décès pour 1 million d’habitants. L’Italie, 1.300 décès pour 1 million d’habitants, la France 1.008 décès pour 1 million d’habitants, quant à la Suisse, avec 7.545 morts, enregistre 877 décès pour 1 million d’habitants. L’Allemagne dépasse les 40.000 morts avec 481 décès pour 1 million d’habitants. Le Royaume-Uni, en proie à un nouveau variant de Covid-19, compte 1.213 décès pour 1 million d’habitants; alors que la Russie déplore 1.287 décès pour 1 million d’habitants.

L’Asie avec 48% du total du CO2 mondial connaît plus de 317.385 décès, dont 91.957 au Moyen-Orient qui cumule avec l’Afrique du nord 8% du CO2 mondial. La Chine, émettrice de 30 % du CO2 mondial, compte 4.634 décès, soit 4,4 décès pour 1 million d’habitants. Au Moyen-Orient, c’est l’Iran qui compte 56.000 morts et enregistre 682 décès pour 1 million d’habitants. L’Océanie qui n’émet que 1% du CO2 mondial, enregistre 31.336 décès dont 909 en Australie qui compte 35 décès pour 1 million d’habitants. L’Afrique subsaharienne, avec 2% du CO2 mondial, elle compte 82 000 décès. Mais, le nouveau coronavirus établit le taux de mortalité à 2,5% des cas recensés, au-dessus de la moyenne mondiale de 2,2%. Ce taux augmente de 14% par semaine.

4) Le levier régional : l’Union africaine comme les autres organisations régionales du monde s’est engagée à vacciner la population, en commandant 270 millions de doses de vaccin pour le continent, en plus des 40 millions de doses du laboratoire Pfizer-BioNTech prévues par le dispositif Covax de l’OMS pour vacciner 20% de la population des 92 pays défavorisés participants, avant la fin de 2021. Ce dispositif compte en plus 150 millions de doses du vaccin du laboratoire Astra Zeneca/Oxford, pour 7 milliards \$ contre 7000 milliards \$ au niveau mondial (OCDE, 2020).

Ainsi, le dérèglement climatique semble favoriser la pandémie de Covid-19. Il place les États devant leur responsabilité. Ces derniers ne pourront éradiquer les maladies émergentes d’origine climatique qu’en maîtrisant la transition écologique.

Emmanuel Okamba
Maître de conférences HDR en Sciences de gestion

MUSIQUE

La jeunesse congolaise conviée à rehausser l'étendard de la scène urbaine

A l'occasion d'une réception accordée le 16 février au rappeur Young Ace Wayé, Prix découvertes RFI 2020, l'ambassadeur de France au Congo, François Barateau, a invité la jeunesse congolaise évoluant dans la sphère de la musique urbaine à ne pas à se relâcher mais à travailler davantage pour faire valoir son talent.

Trente-six ans après que le prix n'a été remporté par un Congolais, Young Ace Wayé a fait la fierté de ses compatriotes en décembre dernier en décrochant le prestigieux sacre du Prix Découvertes RFI 2020. L'artiste doit sa victoire à l'étendue de son talent et la qualité de son single « Mbok'oyo » sorti en 2019, qui relate les faits sociaux rencontrés dans les capitales congolaises avec le but d'interpeller la conscience collective. Pour François Barateau, ambassadeur de France au Congo, obtenir ce prix après Zao, Mav Cacharel et N'Zongo Soul, est la promesse d'un bel avenir pour la musique congolaise dont l'éclosion des artistes démontre toute la richesse, la vitalité et l'enracinement dans ses fondements et son identité.

« L'une des grandes forces de l'Afrique réside dans sa jeunesse et dans sa capacité à construire ses rêves. Quand je regarde autour de moi, comme aujourd'hui, il est difficile de dire le contraire. La jeunesse du Congo et d'Afrique, avenir du continent, sont au cœur des priorités de la France et de son action, ici à Brazzaville », a-t-il déclaré.



L'ambassadeur de France au Congo entouré de quelques artistes-musiciens évoluant dans l'univers urbain/Adiac

Et de poursuivre : « soutenir les initiatives culturelles au Congo est un moyen de créer des passerelles, solides et durables, entre les deux pays et entre ses jeunes, afin de leur permettre de s'enraciner conjointement dans un avenir commun ».

Dans le même contexte, le diplomate français a salué particulièrement l'action de l'Institut français du Congo (IFC) qui, au fil du temps, se mobilise pour sou-

tenir les artistes, les aider dans la concrétisation de leurs projets et, ce faisant, contribuer de façon essentielle au développement de la scène culturelle au Congo. Tout en souhaitant que ce Prix Découvertes RFI 2020 soit pour Young Ace Wayé le début d'un long succès, il lui a remis un kit informatique composé d'un ordinateur portable et d'un smartphone.

François Barateau a, par ailleurs, réitéré la disponibilité de l'ambas-

sade de France à soutenir le projet du développement musical de l'artiste afin de lui permettre de se faire connaître davantage, bien au-delà du Congo, particulièrement en Afrique et en Europe.

Young Ace Wayé, quant à lui, estime que cette reconnaissance des cultures urbaines à travers la réception de ce jour à la case de Gaulle est un nouveau pas dans l'échange des cultures entre la France et le Congo qui

entretiennent des liens de fraternité depuis fort longtemps.

« Au regard des propos de l'ambassadeur, je peux me rassurer que mon vœu de participer de façon active au développement du Congo par ma musique sera bientôt effectif. De ce fait, je désire bénéficier de l'appui de la France à travers des échanges, formations, résidences artistiques et des participations à des festivals afin de gagner en expérience et compétences », a souhaité l'artiste, tout en remerciant ceux qui le soutiennent depuis ses débuts jusqu'à ce jour.

Notons que cette réception, en l'honneur de Young Ace Wayé, a également connu la participation de plusieurs autres artistes de la scène urbaine congolaise, tels : Nix Ozay, Biz Ice, Key Kolos, Spirita Nanda, Nestelia Forest, Mariusca Moukengue, Teddy Benzo, Kratos. Casimir Zoba dit Zao, ancien lauréat de ce prix, s'est réjoui de constater qu'il y a une belle postérité pour pérenniser le talent du Congo en matière de musique, tant sur le plan national, qu'international.

Merveille Atipo



AVIS DE RECRUTEMENT D'UN ASSISTANT ADMINISTRATIF, EN CHARGE DE LA COMPTABILITE



Titre du poste : Assistant administratif (H/F), en charge de la comptabilité
Lieu d'affectation : Brazzaville
Type de contrat : CDD
Durée du contrat : 12 mois avec possibilité de renouvellement

1. INFORMATIONS GENERALES SUR LE PROJET

Prévu pour une durée de quatre ans (2020-2023), le projet d'appui à la modernisation de l'enseignement supérieur (AMES) a pour finalité de contribuer au développement socioéconomique du Congo par l'amélioration de la qualité de son système d'enseignement supérieur. A ce titre, et afin d'appuyer l'équipe d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et le Ministère de l'Enseignement Supérieur, Expertise France recrute un.e assistant.e administratif en charge de la comptabilité. Ses principales missions seront :

2. RESPONSABILITES

Sous la supervision hiérarchique du Chef de mission et en collaboration avec les autres membres de l'équipe projet, l'Assistant administratif, en charge de la comptabilité (H/F) devra :

- Tenir à jour le livre de caisse ;
- Préparer le paiement de toutes les dépenses et transmettre les documents pour signature à l'un des signataires habilités ;
- Vérifier les relevés bancaires chaque trois mois, rédiger le courrier de transmission au bailleur ;
- Collecter et vérifier les pièces comptables et autres factures ;
- Procéder aux saisies informatiques des pièces comptables du projet ;
- Mettre à jour les registres comptables (journal de banque et journal de caisse) ;
- Classer et conserver les copies des pièces justificatives des opérations du projet et tout document d'ordre financier ou comptable suivant les principes prédéfinis ;

- Exécuter toutes autres taches demandées par la hiérarchie ;
- ### 3. PROFIL :
- Diplômé de l'enseignement supérieur
 - 3 ans minimum d'expérience dans le domaine de la gestion et comptabilité ;
 - Excellente maîtrise des outils informatiques et bureautiques (Excel, Word, Outlook), la maîtrise d'un logiciel comptable (TOMPRO serai un atout) ;
 - Connaissances techniques et des règles particulières de classement et d'archivage ;
 - Maîtrise du français oral et écrit ;
 - Intégrité et sens de l'organisation ;
 - Rigueur / réactivité / capacité forte à travailler en équipe ;
 - Une expérience de travail dans une ONG ou dans un projet de coopération est souhaitable
 - Déplacements à Brazzaville à prévoir.

4. PROCEDURE DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devra impérativement comprendre :

- a. Une lettre de motivation
- b. Un CV détaillé
- c. Des attestations d'employeurs précédents et autres documents pouvant appuyer la candidature.

Le dépôt de candidature se fera sur le site de recrutement d'Expertise France : www.expertisefrance.fr (rubrique Collaborer avec nous – on recrute sur le terrain) ou en déposant le dossier à la Grande Bibliothèque Universitaire (2ème étage, bureaux d'Expertise France). La date limite des dépôts de candidatures est fixée au 28 février 2021.

MUSIQUE

« Tous azimuts », nouvel opus de IND Le Brazzafou

Produit par le label Tchouaag Musik de Snifeur B, le projet musical de l'artiste musicien IND Le Brazzafou de son vrai nom Idienguissa Nzenge Dieuveil (IND), sera disponible sur le marché du disque courant ce mois de février.

Dans cet album de huit titres dont deux featurings, IND Le Brazzafou lance un message fort, celui de ne plus avoir peur du rejet. Il faut oser plutôt que d'essayer de ressembler aux autres, pense-t-il. « On a tous un destin différent, même si on se retrouve dans les mêmes endroits. On perçoit le succès pour le concevoir. Parce que je trouve que beaucoup des musiciens congolais n'osent pas, ils ont peur d'être critiqués. Or, les critiques sont faites pour se reconstruire », ainsi prodigue-t-il des conseils aux autres artistes. Pourquoi « Tous azimuts », l'artiste musicien IND Le Brazzafou évoluant en solo, explique qu'il est allé dans toutes les directions. Il va en effet dans une optique où il travaille sur plusieurs styles et univers de musique. Il n'aborde pas que le Rap, même si à la base il est un rappeur. Mais, il a voulu se lancer des défis en essayant de tâter le terrain sur plusieurs styles musicaux : Ndombolo, Soul, Rapp-Pop, ... Animé par la volonté de tout faire, IND Le Brazzavillois se dit artiste caméléon. « Je veux avoir ma propre image, parce que je suis un artiste qui veut tout faire, je suis un artiste caméléon. Je ferai correctement mon travail, mais je sollicite aussi le soutien des

mélomanes, car ce sont les fans qui font l'artiste et non le reste », dit l'artiste. IND Le Brazzafou s'est dit aussi soucieux de l'avenir de la musique congolaise, car, au lieu de s'unir, les artistes musiciens s'insultent. Ce qui n'est pas bien, surtout dans le monde du Rap. Ça lui fait mal de voir cela. S'agissant du contrat signé avec le label Tchouaag Musik, l'artiste avoue qu'il a eu le temps d'étudier avant de le signer. « J'ai appris aussi que Snifeur B le patron du label Tchouaag Musik c'est quelqu'un qui a beaucoup travaillé pour en arriver là. Ça prouve que j'aurai beaucoup à gagner avec cet homme à double casquettes, car il est en même temps producteur et manager. Il fait bien et c'est rassurant de travailler avec lui », confie l'artiste. Pour Snifeur B responsable du label Tchouaag Musik, IND Le Brazzafou est un artiste complet. S'il a accepté de le produire c'est parce qu'il a du potentiel en lui. IND Le Brazzafou est un bosseur et il y a la qualité dans sa musique, surtout dans le projet, précise Snifeur B. Le projet, a indiqué le producteur, s'appelle « Tous Azimuts », la sortie d'un premier extrait intitulé « Give Me » est prévu d'ici-là sur les plateformes de té-



léchagement. Le projet consiste à amener cet album au-delà des frontières. Mais la charité bien

ordonnée commençant par soi-même, la grande promotion débute d'abord au Congo.

« Avant de produire un artiste il faut d'abord être sûr de lui. J'ai eu le temps de bien évaluer cet artiste, au finish j'ai réalisé que je pouvais investir sans regretter. Je n'ai pas de crainte, même d'organiser des spectacles sur lui, parce que je sais de quoi il est capable et ce qu'il peut me ramener. Avant la sortie de son projet, il va se produire en showcase à MonteChristo à Brazzaville le 19 février, puis bien d'autres après la sortie de l'album. Par ailleurs, dès que le secteur sera déconfiné, je vais organiser des concerts. Outre IND Le Brazzafou, j'ai produit aussi Soula Man », a déclaré le producteur de l'artiste IND Le Brazzafou. Rappelons qu'IND Le Brazzafou a débuté sa musique en 2008. Son premier morceau s'intitulait le « Le Nègre beat ». Plus tard, avec d'autres artistes, il a créé un groupe puis lancé un premier clip « Imagine » en 2011. En 2014, le groupe a reçu l'invitation de l'IFC pour prêter lors de la fête de la musique, avant qu'il ne se lance dans sa propre musique. C'est par la suite qu'un ami lui a fait découvrir Tchouaag Musik avec lequel ils ont signé un contrat exclusif en bonne et due forme de trois ans renouvelable.

Bruno Okokana



ADIAC TV

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

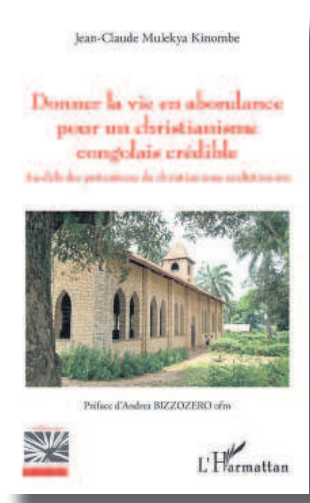
LE COURRIER
DE KINSHASA

VIENT DE PARAÎTRE

Donner la vie en abondance pour un christianisme congolais crédible

Prêtre franciscain, Jean-Claude Mulekya Kinombe présente son ouvrage, paru dans la collection religions et spiritualité de L'Harmattan, comme « une réponse critique au risque que court le christianisme congolais de devenir une “religion-miracle” ».

Donner la vie en abondance pour un christianisme congolais crédible est disponible en version papier et électronique depuis le début de ce mois de février. Comme l'indique son sous-titre, le livre de 238 pages traduit la pensée de l'auteur dont la perception est « Au-delà des prétentions du christianisme exaltationniste ». Lesquelles se traduiraient par le « risque que court le christianisme congolais de devenir une « religion-miracle », sensationnelle, émotive, spectaculaire », comme souligné dans la quatrième de couverture. Et qui plus est, « dont les prédications ne tournent qu'autour d'un Dieu trop piétiste,



utilitaire, thaumaturge, avocat des causes impossibles, un Dieu des solutions inespérées et perdues ». Le présent ouvrage, Jean-Claude Mulekya, religieux de l'ordre des Frères mineurs (OFM/couramment appelés franciscains), est donc « une réponse critique », la sienne, à ce possible danger. Le docteur en Théologie fondamentale est d'avis que le christianisme de la RDC « doit réconcilier le temporel et le spirituel pour générer le christianisme du Christ donneur de la vie en abondance », en référence à l'évangile, particulièrement Jean 10,10. Et donc, soutient-il : « Sous le regard de la mémoire chrétienne et de la notion metzienne de la « réserve eschatologique », le christianisme congolais doit œuvrer pour le Règne de Dieu ». Car, poursuit-il : « Le niveau où se trouve la R.D. Congo fait qu'elle a plus besoin de justice, de paix et de développement que d'aumônes, d'assistances

et d'utopies ! ». Et, pour le préfacer, Andrea Bizzozero, la part des hommes de Dieu est dans cette responsabilité qui transparaît à travers leur discours incitatif. « Aujourd'hui plus que jamais, ceux qui proclament la Parole de l'Évangile participent au devoir d'éveiller les consciences et de garder éveillé ce jugement critique qui permet d'habiter avec amour dans ce monde devenu la demeure du Dieu crucifié ». Savoir que selon l'esprit évangélique ainsi prôné l'homme collabore à l'œuvre divine dans la construction du monde et de l'histoire.

Nioni Masela

FONCTION PUBLIQUE

Les agents renforcent leurs compétences en management

Les cadres du ministère de la Fonction publique participent, du 16 au 19 février à kintélé, à une formation visant à renforcer leurs compétences en management et en leadership organisationnel.

Organisée par le Projet de réformes intégrées du secteur public (Prisp), cette formation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement 2018-2022.

« Le ministère de la Fonction publique s'est engagé dans un vaste chantier de réformes visant à moderniser l'administration publique congolaise. S'appuyant sur le développement du capital humain, un plan de formation 2019-2022 a été élaboré par notre département ministériel, dont la mise en œuvre est nécessaire afin de renforcer les capacités professionnelles des cadres et agents », a indiqué le conseiller administratif et juridique du vice-Premier ministre, Nicolas Paul Gomes Olamba, à l'ouverture des travaux. « L'atelier de formation qui s'ouvre se justifie en ce qu'il permettra aux agents de notre ministère d'acquérir des connaissances et des compétences nécessaires pour favoriser la gestion optimale de l'action publique », a-t-il poursuivi.

Notons que durant les cinq jours de formation, les participants seront édifiés, entre autres, sur : les principes généraux du management, les techniques de communication ; les mécanismes de prise de décision ; les outils de gestion d'une administration publique ; les qualités du manager etc.

Le Prisp est un projet du gouvernement financé par la Banque mondiale à hauteur de 40 000 000 de dollars, soit 23,445 milliards francs CFA, pour une période de cinq ans (2017-2022). Il vise à maximiser la collecte des recettes financières domestiques hors pétrole et la gestion des finances publiques, la modernisation de l'administration publique, le renforcement de la redevabilité et la reddition des comptes.

Lopelle Mboussa Gassia

DISPARITION

Fidèle Mombouli n'est plus

Le journaliste chroniqueur à Radio Congo, Fidèle Mombouli, a tiré sa révérence des suites d'une maladie, à l'âge de 62 ans, à peine qu'il venait de faire valoir ses droits à la retraite.

Ancien inspecteur d'anglais avant sa reconversion en journaliste, Fidèle Mombouli se souciait de l'assimilation de cette langue aussi bien par les apprenants que par ses amoureux au point où il publiait en 1997 un ouvrage intitulé : « les 303 verbes irréguliers anglais : leurs différentes formes et leurs différents sens ».

En postface de cet ouvrage, on pouvait lire : « l'auteur de ce livre est l'un des rares pédagogues qui croient que le redressement du système éducatif congolais passe avant tout par la capacité des nationaux à s'investir dans la production des manuels scolaires pourvu qu'elle aspire à l'excellence et à la perfection. Et devant le caractère inaccessible du marché du livre scolaire, produire un manuel à moindre coût, c'est venir en aide aux parents et élèves déshérités. Car, ceux-ci n'ont pour documents scolaires que leurs cahiers de cours ».

Dans l'enseignement comme à la communication où il y est venu en 2007, Fidèle Mombouli a occu-



pé différents postes de responsabilité. Il a été tour à tour directeur des collèges d'enseignement général ; chef de service de la coopération au niveau de la direction départementale de l'enseignement des Plateaux et directeur de l'Institut polytechnique Juvénal Sainte Marie.

A la Radio Congo, il a été chef de service des actualités politiques

et présentateur du journal parlé en langue anglaise. Il a également collaboré au niveau de l'ambassade du Nigéria au Congo. Cependant, Aimé Raymond Dzango, ancien journaliste à Radio Congo et rewriteur au journal «Le Patriote» a été porté en terre le 16 février au cimetière du centre-ville de Brazzaville.

Roger Ngombé

COMMERCE INTERNATIONAL

L'Africaine Ngozi Okonjo-Iweala première femme à la tête de l'OMC

La Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala devient la première femme et la première africaine à diriger l'OMC, une institution dans la tourmente et en proie à l'inertie.

Pour l'Organisation mondiale du commerce (OMC), c'est un « moment historique », l'élection de Ngozi Okonjo-Iweala, à la tête de l'institution. En 2012, la Nigériane échoue à diriger l'institution financière, face à l'Américano-coréenne Jim Yong Kim. Elle vient d'être élue grâce à un large consensus. Elle aura bénéficié du soutien de l'Union africaine (UA), de l'Union européenne (UE) et de l'appui des Etats-unis, dont elle vient d'acquiescer la citoyenneté. La nouvelle administration américaine est pressée de tenir sa promesse de relancer la coopération internationale. Elle a levé l'hypothèque laissée par Donald Trump, qui pesait sur la candidature de l'Africaine.

Dans son premier message aux délégués par visioconférence, la nouvelle directrice de l'OMC a appelé à une remise en marche de l'institution. « Notre organisation est confrontée à de nombreux défis, mais en travaillant ensemble, nous pouvons collectivement rendre l'OMC plus forte, plus agile et mieux adaptée aux réalités d'aujourd'hui », a-t-elle souligné. En effet, l'OMC est dans la tourmente. La crise sanitaire du moment a mis à nu les fractures provoquées par la libéralisation du commerce mondial, de la grande dépendance à des chaînes de production éparpillées aux excès de la délocalisation industrielle ou la fragilité des échanges commerciaux. En octobre 2020, Ngozi Okonjo-Iweala, avait attiré l'attention de la communauté internationale sur les priorités indispensables

pour l'OMC : Présenter à la prochaine Conférence ministérielle de l'organisation un accord sur les subventions à la pêche pour démontrer que l'OMC peut encore produire des avancées multilatérales ;

Rebâtir l'organe de règlement des différends- le tribunal de l'OMC- qui a été torpillé par l'administration Trump.

Récemment, elle a appelé l'OMC à se concentrer sur la pandémie, au moment où ses 164 membres restent divisés à propos d'une exemption des droits de propriété intellectuelle sur les traitements et

son pays d'origine comme ministre des Finances et ministre des Affaires étrangères ; au sein de la Banque mondiale comme directrice générale, au GAVI Alliance, une organisation favorisant l'accès à la vaccination en Afrique comme présidente du conseil d'administration. Elle prend ses fonctions à la tête de l'OMC le 1er mars, après le retrait de sa concurrente la Sud-Coréenne Yoo Myung-hee début 2021. Noël Ndong.

Commerce international : L'Africaine Ngozi Okonjo-Iweala première femme à la tête de l'OMC

La Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala-

Etats-unis, dont elle vient d'acquiescer la citoyenneté. La nouvelle administration américaine est pressée de tenir sa promesse de relancer la coopération internationale. Elle a levé l'hypothèque laissée par Donald Trump, qui pesait sur la candidature de l'Africaine.

Dans son premier message aux délégués par visioconférence, la nouvelle directrice de l'OMC a appelé à une remise en marche de l'institution. « Notre organisation est confrontée à de nombreux défis, mais en travaillant ensemble, nous pouvons collectivement rendre l'OMC plus forte, plus agile et mieux adaptée aux

un accord sur les subventions à la pêche pour démontrer que l'OMC peut encore produire des avancées multilatérales ;

Rebâtir l'organe de règlement des différends- le tribunal de l'OMC- qui a été torpillé par l'administration Trump.

Récemment, elle a appelé l'OMC à se concentrer sur la pandémie, au moment où ses 164 membres restent divisés à propos d'une exemption des droits de propriété intellectuelle sur les traitements et vaccins anti-Covid pour les rendre plus accessibles, au moment où la question de la facilité de l'accèsibilité aux vaccins est posée. On espère que cette nomination mettra fin à des années de paralysie de l'institut, qui ne parvient plus à remplir ses missions. C'est une atmosphère de défiance au multilatisme qui attend la Nigériane. Pas de temps à perdre !

Ngozi Okonjo-Iweala, 66 ans, est économiste, nantie d'une longue et riche expérience des institutions internationales. Elle est polyglotte et a laissé ses marques au Nigeria son pays d'origine comme ministre des Finances et ministre des Affaires étrangères ; au sein de la Banque mondiale comme directrice générale, au GAVI Alliance, une organisation favorisant l'accès à la vaccination en Afrique comme présidente du conseil d'administration. Elle prend ses fonctions à la tête de l'OMC le 1er mars, après le retrait de sa concurrente la Sud-Coréenne Yoo Myung-hee début 2021.

Noël Ndong

« Notre organisation est confrontée à de nombreux défis, mais en travaillant ensemble, nous pouvons collectivement rendre l'OMC plus forte, plus agile et mieux adaptée aux réalités d'aujourd'hui »,

vaccins anti-Covid pour les rendre plus accessibles, au moment où la question de la facilité de l'accèsibilité aux vaccins est posée. On espère que cette nomination mettra fin à des années de paralysie de l'institut, qui ne parvient plus à remplir ses missions. C'est une atmosphère de défiance au multilatisme qui attend la Nigériane. Pas de temps à perdre !

Ngozi Okonjo-Iweala, 66 ans, est économiste, nantie d'une longue et riche expérience des institutions internationales. Elle est polyglotte et a laissé ses marques au Nigeria

la devient la première femme et la première africaine à diriger l'OMC, une institution dans la tourmente et en proie à l'inertie

Pour l'Organisation mondiale du commerce (OMC), c'est un « moment historique », l'élection de Ngozi Okonjo-Iweala, à la tête de l'institution. En 2012, la Nigériane échoue à diriger l'institution financière, face à l'Américano-coréenne Jim Yong Kim. Elle vient d'être élue grâce à un large consensus. Elle aura bénéficié du soutien de l'Union africaine (UA), de l'Union européenne (UE) et de l'appui des

réalités d'aujourd'hui », a-t-elle souligné. En effet, l'OMC est dans la tourmente. La crise sanitaire du moment a mis à nu les fractures provoquées par la libéralisation du commerce mondial, de la grande dépendance à des chaînes de production éparpillées aux excès de la délocalisation industrielle ou la fragilité des échanges commerciaux. En octobre 2020, Ngozi Okonjo-Iweala, avait attiré l'attention de la communauté internationale sur les priorités indispensables pour l'OMC : Présenter à la prochaine Conférence ministérielle de l'organisation

DÉPARTEMENT DE LA LIKOUALA

Commerce inter-localité sur la rivière Oubangui

Dans les points de vente installés sur la rive du côté d’Impfondo, les vendeurs attendent des clients venus des villages environnants du département de la Likouala ainsi que des localités de la République Démocratique du Congo (RDC) voisine.

A Impfondo, le long de la rivière Oubangui, près du siège de la préfecture pas complètement achevé, les vendeurs ont érigé des éta-lages pour les friperies. Les denrées alimentaires sont vendues dans les pirogues lorsqu’ils ne sont pas étalés au sol. Le mythique marché est appelé : « Kermesse ». Sa particularité est que les clients qui y viennent s’ap-provisionner ne vivent pas à Impfondo. « *Nous venons ici vendre les denrées ali-mentaires et acheter les produits de première né-cessité qui nous manquent* », a expliqué Clarisse Mbon-dabeka venue du village Mokame, dans sa propre pirogue.

En réalité, dans ce marché ceux qui viennent faire des achats sont eux-mêmes commerçants. Ils ravitaillent le chef-lieu du département de la Likouala en certains produits et se ravitaillent eux-mêmes en retour. C’est ainsi que se présente la dy-



Marché de fortune sur la rive de l’Oubangui/Adiac

namique du commerce qui se développe sur la rivière Oubangui, un des affluents les deux Congo et la Répu-blique centrafricaine (RCA)

« Nous venons ici vendre les denrées alimentaires et acheter les produits de première nécessité qui nous manquent »,

d’où viennent certains com-merçants. Les échanges commerciaux sur la rivière Oubangui dé-veloppent par conséquent d’autres activités lucra-tives. Les jeunes profitent de la baisse des eaux pour extraire le sable à vendre. Les motos étant les seuls moyens de transport in-ter-quartiers dans la com-munauté urbaine d’Impfon-do, les jeunes utilisent les brouettes pour transporter les marchandises d’un point à un autre moyennant des sommes d’argent qui varient selon la distance et la quantité de la marchandise à transpor-ter. D’autres jeunes encore ont installé des stations lavages de véhicules, motos aux abords de l’Oubangui. Autant d’activités qui per-mettent aux vendeurs des biens et services tant de la Likouala que de la RDC et la RCA de gagner leur pain quotidien autour de la ri-vière Oubangui.

Rominique Makaya

EMPLOYABILITÉ

Le Congo se dote d’un cadre national de certification des parcours qualifiants

Des experts nationaux ont entamé des discussions, à Brazzaville, le 15 février, pour l’adoption du dispositif de certification des parcours qualifiants et de la Valorisation des acquis de l’expérience (VAE).

Initié par le Projet de développement des compétences pour l’employabilité, cofinancé par le gouvernement congolais et la Banque mondiale, le dispositif de certification des par-cours qualifiants vise à répondre à des normes internatio-nales, en matière de formation technique, afin de valoriser les diplômes nationaux et d’élargir l’horizon des débouchés aux jeunes titulaires de: Certificat d’aptitude profession-nelle; Brevet d’études techniques; Brevet de technicien su-périeur; Licence pro et master. Lancés depuis l’année dernière, les travaux d’élaboration du nouveau dispositif sont conduits par les cadres du mi-nistère de l’Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l’Emploi, avec l’appui tech-nique d’Expertise France. Le processus de certification des parcours qualifiants et de la VAE, en cours d’élaboration, couvre environ trente filières dans les domaines des mé-tiers ruraux, des services, de l’industrie et du bâtiment. À la fin de cette session, censée durer dix jours, les partici-pants auront proposé un document provisoire du cadre na-tional de certification des parcours qualifiants et de la VAE. Une fois le document adopté, sa mise en œuvre nécessitera des réformes importantes dans l’encadrement juridique des certificats techniques en République du Congo.

Fiacre Kombo

FORÊT

Les Etats-Unis apportent un soutien à l’Agence congolaise de la faune

Le chef de mission adjoint par intérim à l’ambassade des Etats-Unis d’Amérique, David Kelm, a remis le 16 février à Brazzaville un don de véhicule (4X4) à l’Agence congolaise de la faune et des aires protégées (ACFAP). Cette dotation devrait aider l’agence dans la gestion du parc national d’Ogooué-Lékéti.

« *Nous reconnaissons que les défis de gestion de ce parc nouvellement créé sont énormes en matière de conservation de la bio-diversité, de promotion éco-nomique pour le bien-être social des communautés lo-cales* », a déclaré David Kelm, avant de réitérer la disponibi-lité des USA à travailler avec le Congo de sorte que ce parc soit à mesure de générer les bénéfices pour l’économie du pays. Le don du véhicule s’inscrit

dans le cadre de la continui-té de l’appui de l’Agence des Etats-Unis pour le développe-ment international (USAID), en partenariat avec le WCS, au ministère de l’Economie fores-tière dans la gestion durable des ressources naturelles, la conservation de la biodiversité et la promotion des activités économiques dans le paysage Batéké-Léconi-Léfini. Réceptionnant le moyen rou-lant, le directeur général de l’ACFAP, Frédéric Paco Bo-kandza, a promis en faire bon

usage. Rappelons que c’est grâce à l’appui de l’Agence américaine d’une valeur de 6.5549.993 dollars que le parc national d’Ogooué-Lékéti a été créé en novembre 2018. D’une super-ficie de 350.000 hectares, ce cinquième parc national est contigu à celui des Plateaux Batéké au Gabon voisin, for-mant ainsi une zone protégée transfrontalière de plus d’un demi-million d’hectares. C’est depuis plus de 25 ans que l’USAID appuie les efforts de conservation et de développe-ment durable au Congo, avec un investissement de plus de 100 millions de dollars. Outre le nouveau parc, cette agence américaine a aussi contribué à la création des paysages tri-na-tional de la Sangha, transfron-talier du lac Télé-lac-Tumba puis de Léconi-Batéké.

Lopelle Mboussa Gassia

« Nous reconnaissons que les défis de gestion de ce parc nouvellement créé sont énormes en matière de conservation de la biodiversité, de promotion économique pour le bien-être social des communautés locales »

CORONAVIRUS

«Toutes les hypothèses restent ouvertes » sur son origine, selon l’OMS

Ce qu’on imaginait depuis le début est en train d’être confirmé. Le coronavirus ne vient pas de la Chine. « Toutes les hypothèses restent ouvertes » quant à l’origine de cette pandémie, selon l’OMS.

Une équipe d’experts de l’Organisation mondiale de la santé(OMS) et chinois vient de passer un mois à Wuhan, pour tenter d’étayer la thèse véhiculée par certains médias internationaux, selon laquelle l’origine du coronavirus était en Chine. Pour cette première enquête, rien ne le prouve. Toutefois, la mission conjointe d’experts internationaux et chinois aura constitué une étape scientifique « très importante » dans des circonstances « très difficiles », estime l’OMS, qui avoue être « loin de comprendre l’origine du coronavirus et la chaîne de transmission aux humains ». Cette dernière compte sur le temps, considérant son séjour en Chine comme « un premier pas », a déclaré, son chef de mission en Chine, Peter Ben Embarek. Le virologue néerlandais, Marion Koopmans, membre de l’équipe, affirme que « l’objectif n’était pas tant de trouver l’origine du coronavirus, mais de comprendre quelles sont

les pistes à explorer plus en avant ». L’autre membre de l’équipe, Mike Ryan, pense qu’il y a eu « des progrès » dans la connaissance du virus, « *même si nous sommes encore loin de comprendre l’origine du coronavirus et la chaîne de transmission aux humains* », a reconnu, Peter Ben Embarek. Deux rapports de la mission d’enquête seront rendus publics dans les prochaines semaines.

La délicate « autosuffisance » de l’OMS

L’enquête sur l’origine du virus intervient alors que le nombre de cas de Covid-19 signalé a diminué, pour la quatrième semaine consécutive. Dans le même temps, le nombre de décès a également baissé pour la 2e semaine consécutive. Des baisses qui seraient dues au fait que « les pays appliquent plus rigoureusement les mesures de santé publique », à en croire l’Organisation onusienne, tout en mettant en garde « l’autosa-

tisfaction qui est aussi dangereuse que le virus lui-même ». Il reste la question de l’absence , de la gestion parcimonieuse des vaccins et de l’égoïsme de certains pays industrialisés, leur manque de solidarité et d’équité vis-à-vis de certains pays du sud. On observe, cependant, une tendance à la baisse du nombre de contaminations - 750 000 par jour, en janvier, à 430 000 en février, et une chute de décès de 20% en deux semaines. Les explications avancées sont un meilleur respect des gestes barrières et le port obligatoire du masque , ainsi que le confinement dans certains pays. Mais les différents variants du virus sont en hausse, créant des doutes sur l’efficacité des vaccins. Toutefois, les niveaux de contaminations restent toujours élevés. Il est impossible d’établir une liste unique de raisons à ces tendances. La Covid-19 a déjà fait plus de 2,3 millions de morts dans le monde.

Noël Ndong

G5 SAHEL

Le Tchad va déployer 1200 soldats dans la zone des trois frontières

Le sommet des chefs d’Etat du G5 Sahel s’est tenu du 15 au 16 février à N’Djamena au Tchad. Les travaux ont été élargis aux pays de la région et institutions telles l’Union européenne (UA), l’Union africaine (UA) et les pays arabes. A l’issue des travaux, le Tchad a annoncé l’envoi de 1200 soldats dans la zone des trois frontières entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso.

Cette rencontre qui était axée sur l’avenir de cette instance dont la mission principale est d’éradiquer le terrorisme dans cette partie de l’Afrique, a permis aux participants de prendre certains engagements et mesures afin de contrer le phénomène du terrorisme. Le président tchadien Idriss Déby Itno a décidé d’envoyer 1200 soldats dans la zone des trois frontières. Insistant sur les désastres que sèment les groupes terroristes, le président français a appelé les Etas du Sahel à renforcer la lutte contre al-Qaïda. « Il est urgent de renforcer à la fois la lutte contre les groupes djihadistes et le retour de l’Etat dans les pays de la région. Pour ce faire, il nous faut une action concertée et renforcer pour tenter de décapiter les organisations affiliées à al-Qaïda », a déclaré, Emmanuel Macron par visio-conférence. En marge du sommet, le président mauritanien, Mohamed Ould El-Ghazaouani qui présidait le G5 Sahel, a passé le témoin au chef de

l’Etat tchadien Idriss Déby Itno. « Je voudrais lui exprimer toute notre reconnaissance pour les efforts et sacrifices que le Tchad ne cesse de consentir en faveur de la paix et de la sécurité dans la région. Je citerai en particulier sa décision de déployer un deuxième bataillon au profit de la force conjointe du G5 Sahel », a indiqué le chef de l’Etat mauritanien. Pour les participants, au-delà des efforts du Tchad, il faut une mobilisation des ressources afin de permettre une montée en puissance des troupes. Ainsi, le président de la commission de l’UA Moussa Faki Mahamat a signifié que « notre constant plaidoyer se poursuivra pour la mobilisation des ressources et la montée en puissance de la force conjointe du G5 Sahel en coordination avec le secrétariat exécutif ». A en croire certains observateurs, le terrorisme a débordé le bassin sahélien obligeant ainsi les voisins de l’est et de l’ouest à se mobiliser. D’où la présence à ce sommet du président en exercice de la Com-

munauté économique des Etats de l’Afrique de l’ouest (Cédéao), le Ghanéen Nana Akufo Ado et du vice-président du gouvernement de transition du Soudan. Les participants à ces assises ont par ailleurs souligné la nécessité de mobilisation des ressources financières nécessaires. Ainsi, pour le président tchadien, en plus de la stratégie militaire pour combattre les terroristes, il faut former les armées, favoriser le développement des régions où se sont installés les terroristes pour y faciliter le retour de l’Etat et de ses institutions. « On est arrivé à mobiliser trois milliards d’euros de ressources supplémentaires. Une partie à peu près d’environ 40%, de ces trois milliards est en cours d’exécution, le reste doit être programmé mais c’est aussi un symbole clair de la priorité que la communauté internationale donne à ses partenaires au Sahel », a expliqué pour sa part, le ministre espagnol des Affaires étrangères également présidente de l’Alliance, Arancha Gonzales Laya.

Rock Ngassakys

LE VACCIN ANTI-COVID-19

L’heure des choix pour l’Afrique.

Un an, jour pour jour après l’apparition de la pandémie à nouveau coronavirus (SARS-CoV-2), plusieurs vaccins viennent d’être mis au point. Développés avec une célérité qui tranche avec les délais habituels de développement des médicaments, ces vaccins suscitent non seulement de l’enthousiasme voire de l’admiration, mais aussi des interrogations si ce n’est de la méfiance. Certaines stratégies utilisées pour leur mise au point, loin de rassurer les populations, sont au contraire génératrices d’angoisse. Cela se justifie notamment par leur nouveauté pour le grand public, mais aussi et surtout parce qu’elles touchent le matériel génétique humain, l’Acide Ribonucléique messager (ARNm) dérivé de l’Acide désoxyribonucléique (ADN, support du patrimoine génétique humain) chargé de transporter un message codé relatif à la synthèse des protéines essentielles au fonctionnement harmonieux de l’organisme. L’Afrique qui est jusque-là plutôt épargnée se pose alors de nombreuses questions concernant l’efficacité et la sécurité de ces vaccins développés avec célérité et hors des stratégies habituelles. Faut-il alors opter pour une vaccination de masse ou non ? Quels vaccins choisir ? Pour quelle efficacité et quelle sécurité ?

Comment le développement des vaccins qui prend habituellement 6 à 8 années a-t-il pu se faire en une seule année concernant la COVID-19 ?

Plusieurs paramètres expliquent cette célérité. En effet, lors du développement de ces vaccins, les délais de la phase III des essais cliniques ont été très raccourcis parce que nous sommes en pleine pandémie et le recrutement des volontaires était très facile à réaliser. En outre, certaines stratégies utilisées pour la mise au point de ces vaccins (celle de l’ARNm, notamment) ont aussi contribué à raccourcir les délais de développement.

En Afrique particulièrement, le débat porte surtout sur le fait d’opter pour la vaccination de masse ou non, étant donné qu’à ce jour, le continent reste relativement épargné par la pandémie. De notre point de vue, le principe de précaution doit primer sur tout et servir de base à la décision. Bien que l’Afrique reste plutôt épargnée, le risque est bien présent. Il faut donc agir. Rien ne permet de dire avec certitude que les mutations actuelles ou à venir du virus ne le rendront pas plus contagieux et/ou plus mortel au point de toucher l’Afrique dans des proportions plus importantes et provoquer plus de décès. Donc, le vaccin s’impose aujourd’hui pour tous les pays du monde comme seule bouée de sauvetage face à cet envahisseur invisible.

Le principe de vaccination de masse qui est en passe d’être acté pour toute l’Afrique oblige aussi de réaliser des choix, notamment celui qui concerne des vaccins à utiliser. Au-delà de l’efficacité et de la sûreté, les conditions de stockage seront aussi une composante essentielle au moment de faire des choix pour l’Afrique. Les vaccins développés par Pfizer et Moderna ont un niveau d’efficacité estimée respectivement à 94 et 96%. Par contre le vaccin d’AstraZeneca, présente un niveau d’efficacité moins important, estimé à 60%. Les données de sécurité recueillies pendant le développement ne mettent nullement en évidence une toxicité réductrice de ces vaccins. En ce qui concerne les conditions de stockage, il apparaît clair que le vaccin d’AstraZeneca qui se conserve à des températures de 2°c à 8°c est le plus compatible à l’environnement des infrastructures sanitaires africaines, contrairement à ceux de Pfizer et Moderna qui nécessitent des températures de l’ordre de -70°c à -80°c et de -20°C à -40° respectivement. A côté de ces vaccins occidentaux, l’Afrique devra aussi compter sur des vaccins russes et chinois, notamment le Spoutnik V, avec une efficacité estimée à 91%.

Une fois le choix des vaccins effectué, encore faudra-t-il s’en procurer. En effet, l’obtention des vaccins aujourd’hui devient presque mission impossible pour plusieurs Etats. A l’initial, tous les pays avaient promis intégrer l’initiative COVAX initiée et gérée par l’Alliance GAVI sous l’égide de l’OMS, pour une acquisition groupée de vaccins. Mais, très rapidement, les grandes puissances se sont désolidarisées de l’initiative pour des négociations directes avec des laboratoires. Privée de ses membres les plus puissants, l’initiative COVAX s’est retrouvée très affaiblie et peine aujourd’hui à assurer, comme promis, les 20% de la couverture vaccinale des pays pauvres. Aussi, pour la course aux vaccins, l’Afrique devrait désormais compter d’abord sur ses propres armes, l’initiative COVAX n’étant plus qu’une force supplétoire.

En conclusion, comme les autres nations, l’Afrique n’a pas d’autres choix que de procéder à la vaccination de masse de ses citoyens. Pour l’Afrique, le choix des vaccins devra s’effectuer en tenant compte de leurs coûts, de leur efficacité, de leur sûreté et de leurs conditions de stockage. L’Afrique devrait communiquer davantage sur l’intérêt du vaccin, afin de vaincre des résistances, des peurs et bien faire accepter l’idée de vaccinations de masse à ses populations.

Dr. Bédel Mpari
Spécialiste des essais clinique
CHU de Brazzaville

AWARDS CONGO

Festim Brazza Awards distinguent les meilleurs dans les domaines socio-culturels

Le promoteur et administrateur général du Festival des images (Festim), Claudio Sama Kenegui, a décerné des prix dans le cadre des Festim Brazza Awards 2020 Congo aux Congolais qui se sont distingués dans les domaines socio-culturels.

Les Festim Brazza Awards Congo sont des récompenses honorifiques décernées annuellement aux personnes physiques et morales qui se sont distinguées par leur talent, l'excellence et le savoir-faire. Ces récompenses revêtent aussi un caractère international, car elles prennent en compte des talents qui s'illustrent au-delà des frontières congolaises.... L'intérêt étant de servir de plateforme de rencontre, d'échanges et de partage des expériences ; faire découvrir au grand public des talents nationaux et internationaux ; permettre au public de cerner les contours de l'événement.

Les lauréats
Pour la première édition, les Festim Brazza Awards Congo ont récompensé dix-neuf catégories. Les lauréats sont suivants :

Catégorie Rumba
Fally Ipupa (prix du meilleur model des jeunes) ; Roga-Roga (prix du porte-étendard) ; Kevin Mbouandé (prix du meilleur auteur congolais) ; Prince Kiala (prix du meilleur artiste rumba de la diaspora).

Catégorie décalé
Dj Arafat (prix de la popularité) ; Serge Beynot (prix de l'influenceur) ; DJ Migo-One (prix du plus grand coupé-décalé congolais à succès international) ; DJ Kedjevera (prix du coupé-décalé le plus inspiré de la chrétienté) ; Rodney Mocketonga (prix du meilleur artiste coupé-décalé de la diaspora congo-



Un échantillon des lauréats (crédit photo/DR)

laise) ; DJ Afarat Sona (prix de la découverte).

Catégorie Ndombolo
Zaparo (prix de la performance en animation) ; Biraman Rouge (prix de l'animateur constant).

Catégorie Rnb/ Rap/ Soul/ World
Sam Samourai (prix du rappeur le plus populaire de l'année) ; Key Kolos (prix de la promotion des langues maternelles) ; Malong-Deo (prix de la découverte).

Catégorie voix féminine
Josey (meilleure interprète lingala) ; Les Babindamana (prix de la polyva-

lence).
Catégorie photographie
Lebon Chansard Ziavoula (prix du photographe de l'année).
Catégorie humour/ Comédie/ Théâtre
Germaine Ololo (prix de la comédienne de l'année).

Catégorie cinéma
Richy Ndembele (prix de l'excellence cinématographique) ; Malolo Matouala (prix du film de l'année) ; Mikel Gandauh (prix de l'excellence).

Catégorie Média
TV Congo (prix de la longévité et de référence) ; VOX TV (prix de la première télévision d'information) ; MCR TV

(première chaine de proximité internationale) ; Les Dépêches de Brazzaville (prix de meilleur reporter).

Catégorie ONG
Fondation Essie Ampari Dominique ; Organisme au cœur des enfants.
Catégorie Entreprise Grand Mécène
SNPC ; Brasco ; Burotop.
Catégorie Hôtels grand mécène
Péfaco hôtel Maya-Maya ; Olympic palace.
Catégorie personnalité publique
Gildas Ambendé-Nguesso (prix de la meilleure personnalité publique)
Catégorie révélation rumba
Guelors Osseté ; Nkolo Mboka ; Wav musique ; Cégra Karl.
Catégorie Innovation et leadership

Congo Télécom
Catégorie groupe tradi-moderne
Kingoli universal, et Groupe le Musé.
Catégorie gospel
Nick Matou, Christelle Mouloukandoko Shango

Catégorie Révélation ingénieur de son
Dieu merci Ngoma, et Précieux Massa
Catégorie prix du Jury
Nouvel horizon ; Baudoin Mouanda ; Fondation Congo Assistance ; Fondation Denise Nyakeru Tshisekedi ; Ewawa Rolla Igwe ; Benoît Tchissimbi (émission Tam-Tam) ; Rodrigue Ngolo ; Honorable Léonidas Carel Mottom Mamoni ; Simplicie Matourel ; Belle Agniélé, Péfaco hôtel Maya-Maya.

Bruno Okokana

Dans un souci constant de qualité, de transparence et de satisfaction complète de ses clients, Toyota organise une campagne de rappel concernant les AIRBAGS passagers ou conducteurs de certains modèles de la marque.

CAMPAGNE SECURITAIRE TOYOTA

RAV4 de 2003-2005

YARIS de 2006-2013

HILUX de 2005-2015

COROLLA de 2003-2006

FORTUNER de 2005-2015

AVENSIS de 2003-2008

Pour vérifier si votre véhicule est concerné, rendez-vous sur www.toyota.cg ou contactez-nous par téléphone au 05 550 63 63.

Cette intervention est entièrement gratuite pour tous les détenteurs d'un véhicule TOYOTA.

Pointe-Noire :
13 rue côte matève, BP 1110

Brazzaville :
Bld Denis Sassou Nguesso - M'Pila, BP 247

www.toyota.cg

IMMOBILIER



Agence immobilière Christ Roi
Pour tout vos besoins :
Location des maisons, boutiques, cave, villa, appartement etc.
Contacté moi au : 04 449 46 76
06883 45 93

Agence immobilière Santos
Maisons, bureau, villas appartement meuble et non meubles
Tel : 06587 81 39

Asia immo
Studio moderne avec baignoire à louer
Bâche à eau + Suppresseur
Montant : 50000
Garantie : 2 mois
+les frais de l'agence
Quartier centre ville
Secteur : Olympique Palace
Tel : 06 536 80 84
05 554 44 88

Venus-SCI
-Villa (4chambre salon, cuisine, jardin, et studio) à louer au centre ville de Brazzaville : 2500 000
-Appartement meublé et non meublé à la résidence des flamboyants (3 chambre, cuisine, salle à manger) : 600 000, 400 000
-Bureau à louer à poto-poto en face du stade éboué : 300 000frs charge comprises
-bureau à louer en face l'OCI : 250 000
Tel : 06 653 63 60

LOCATION ET VENTE DE VEHICULE



Karagnara Service
Location-vente des voitures
06 461 56 56

Auto Top-Congo
Location et vente des véhicules etc.
Tel : 06 645 00 00

SERVICE TRAITEUR

DODO Service
Service traiteur et protocoles : mariage, mariage coutumier, anniversaire, retrait de deuil

Contact : 066680644 053046399

Gamos Traiteur
Services traiteur vous accompagne pour tous vos événements importants
Tel : 06 550 90 17

MAINTENANCE

Andzouana Service



Pour la réparation de vos appareils électroniques
Contacté moi au 06 624 92 93

Maitre Sam Service
Pour vos problèmes du froid
Congélateur, climatiseur, tous appareils frigorifiques et votre installation
Au Tel : 06668 91 46-057447669

ANIMAUX

Chiots de race



Hassan
Tel : 06 956 40 11
-Berger, caniche
-griffon, Malino
-labrador, pit-bull.
Tel : 04 405 82 35

Richard
Tel : 06 480 56 89

BRICOLAGE

Plomberie



Tout dépannage
Tel : 06 874 27

Maçonnerie
Tous travaux de maçonnerie
Gros œuvres
Tel : 06 822 84 41



Construction maison individuelle
Tel : 06 685 74 28

Climatisation
Entretien et installation
Tel : 06 488 78 07

COUTURIER

Confection sans mesure(Dames)
Tel : 06 461 46 22



Parfait couture(Dame)
Pour tous vos modèles en pagne et autres
Tel : 06 692 94 11

Niguel couture Mixte



Tel : 06 906 07 35

Aides à domicile
Ménagère à mi-temps (lundi à vendredi) ou week-end
Tel : 06 670 13 66

ASSOCIATION

Femme capable
Besoin d'aide pour orphelins, les démunis, 'entraide, etc. Association femme capable qui à pour devise Amour, Solidarité, Paix.
Tel : 069171184

Association Famille Solide qui a pour devise Amour, Solidarité, Secours. Convie toutes personnes intéressées de nous contacté au :



069554619
066288668, 068899056

DIVERS

OMBAMBI Fils service
(generaliste en menuiserie)
Pour toute fabrication des meubles et



le model de votre choix.
Tel 06 970 46 01

Alubuc baie vitrée
Pour tous vos travaux de la baie vitrée, fabrication des portes, fenetres, living, garde robe, rampe escalier, placard de la cuisine, cloison de bureau.
Contact : 06 670 63 23
05 643 56 91

ETAC -Construction Miroiterie Aluminium
Fabrication des portes et fenetres en baie vitré
Tel : 06 934 84 20 05 654 90 71

BEAUTE COIFFURE

Islone coiffure
Pour toutes vos coiffures et tresses, soins de visage esthetique et autres islone coiffure est à votre disponibi-lité, meme à domicile pour satisfaire



sa clientele.
Tel : 06 446 62 25

CONCOURS

Le Cercle culturel pour enfants veut valoriser les langues maternelles

Un concours de poésie a été lancé par le Cercle culturel pour enfants il y a quelques jours. Il récompensera les différents lauréats le 26 février lors de la célébration en différé de la Journée internationale de la langue maternelle à Louessi dans le 3e arrondissement Tié Tié sur le thème « Sauvons nos langues ».

Ouvert à tout enfant, fille ou garçon âgé de 7 à 17 ans, ce concours va primer les meilleurs candidats dans diverses catégories du CP en classe de 3e qui vont traduire un poème proposé par le comité d'organisation en langue maternelle ou locale de leur choix. Pour ce faire, le CCE reçoit toutes les candidatures à son siège ou à travers ses différents contacts téléphoniques ou électroniques disponibles jusqu'au 22 février. Organisé en partenariat avec l'association Yidika de France, la Maison Nzo Buku et la direction départementale du livre et de la lecture publique de Pointe-Noire, ce concours veut donner la parole à l'enfant à travers la poésie mais aussi créer et susciter l'éveil à la poésie chez l'enfant, interpeller les parents à accompagner les enfants dans la recherche dans le domaine culturel, faire prendre conscience aux enfants de leur



Les enfants au CCE/Adiac

devoir et de leur rôle de futurs citoyens, réaliser un recueil de poèmes en langues maternelles. En effet, plus de 43% des quelques 6700 langues parlées dans le monde sont menacées de disparition. Seules plusieurs centaines de langues sont véritablement valorisées dans le système éducatif et dans le domaine public, et moins d'une centaine sont utilisées dans le monde numérique. Cela signifie que toutes les deux semaines, une langue disparaît pour toujours, emportant avec elle tout un patrimoine culturel et intellectuel. Signalons que la Journée internationale de la langue maternelle est célébrée chaque année depuis 2000 afin de promouvoir la diversité linguistique et culturelle et rappeler l'importance du multilinguisme dans nos sociétés.

Hervé Brice Mampouya

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

CONNECTEZ-VOUS
www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

JUDO

Difficile consensus sur la tenue de l’assemblée générale électorale

Plongés dans une crise depuis près de cinq ans, les acteurs de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées (Fecojuda) peinent à trouver un consensus sur la date de la tenue de l’assemblée générale électorale de cette structure.

Si certains fans et pratiquants du judo congolais continuent à plaider pour une fin définitive de la crise en organisant l’assemblée générale électorale ce 17 février comme « demandé par la Fédération internationale de judo (FIJ) », d’autres par contre préfèrent que cette affaire soit résolue au Congo et par les Congolais. Les instances internationales doivent simplement « attendre les conclusions du ministère des Sports et du comité olympique qui sont les patrons du sport dans notre pays ». L’incertitude laisse ainsi la place à la confusion puisque la question sur la date et l’objet de la tenue de l’assemblée générale électorale (AGE) est diversement interprétée. Les membres du bureau sortant ont convoqué et sont obstinés à tenir l’AGE pour ce 17 février. Mais, le ministère des Sports et de l’Education physique a aussitôt demandé l’annulation de cette dernière avant de la reprogrammer courant ce mois de février. Au cours d’une conférence de presse animée le 15 février à



Marien Ikama au centre lors de la conférence de presse/Adiac

Brazzaville, le président sortant de la Fecojuda et candidat à sa propre succession, Marien Ikama, a estimé que pour permettre aux judokas de pratiquer convenablement leur art martial, il est nécessaire de tenir le plus tôt possible l’assemblée générale. Selon lui, l’Union africaine de judo (UAJ) et la FIJ ont instruit la fédération d’organiser ce grand moment de prise de décision, ce 17 février.

« Le ministère n’a pas le pouvoir de nous sanctionner ou suspendre notre assemblée puisque nous ne sommes que des partenaires. Notre tutelle, ce sont la fédé-

ration internationale et la confédération africaine. En tant que partenaire, le ministère devrait simplement se retirer au lieu de vouloir prendre des décisions non conformes. C’est un abus de pouvoir. La tutelle qui est la FIJ nous a instruits et nous tiendrons l’assemblée générale comme prévu », a indiqué Marien Ikama lors de l’échange avec la presse.

Il fonde son argumentaire sur les textes de la Fecojuda et des instances internationales. Marien Ikama ne souhaite pas s’incliner devant les décisions locales car, il ne jure que sur le respect du code moral du

judo. Malheureusement l’Etat a frappé sur la table et souhaite rétablir de l’ordre en étudiant minutieusement la question avant de mettre fin à la crise qui mine la Fecojuda.

Le directeur de cabinet du ministre des Sports et de l’Education physique, Charles Makaya dit Mackaill, a, en effet, signé le 12 février une note interdisant la tenue de l’assemblée de ce 17 février. Dans ce courrier, Charles Makaya pense que le président du comité de normalisation devrait d’abord présenter un rapport d’étape de son travail avant d’organiser l’assemblée générale électorale.

« En l’absence du rapport

d’étape, après constat que les conditions permettant la tenue d’une assemblée générale électorale apaisée et de sortie de crise, ne sont pas remplies, sur instruction de monsieur le ministre, j’ai l’honneur de vous demander de procéder à l’annulation de l’assemblée générale électorale prévue ce 17 février 2021 à Brazzaville », rapporte le document.

En tout cas, l’inquiétude et l’incertitude restent présentes. Les différentes parties prenantes devraient mettre de côté leur ego afin de permettre aux jeunes judokas de pratiquer convenablement leur discipline puisque la Fecojuda reste, malheureusement, à ce jour l’unique fédération sportive nationale qui n’a pas encore renouvelé ses instances, malgré le fait qu’elle est paralysée depuis plusieurs années. Les dirigeants du sport congolais sont ainsi appelés à agir le plus vite possible car la saison sportive 2020-2021 a été déjà lancée et l’image du pays est en jeu.

Rude Ngoma

MUSIQUE

La jeunesse congolaise conviée à rehausser l’étendard de la scène urbaine

A l’occasion d’une réception accordée le 16 février au rappeur Young Ace Wayé, Prix Découvertes RFI 2020, l’ambassadeur de France au Congo, François Barateau, a invité la jeunesse congolaise évoluant dans la sphère de la musique urbaine à ne pas se relâcher mais à travailler davantage pour faire valoir son talent.

Trente-six ans après que le prix n’a été remporté par un Congolais, Young Ace Wayé a fait la fierté de ses compatriotes en décembre dernier en décrochant le prestigieux sacre du Prix Découvertes RFI 2020. L’artiste doit sa victoire à l’étendue de son talent et la qualité de son single « Mbok’oyo » sorti en 2019, qui relate les faits sociaux rencontrés dans les capitales congolaises avec le but d’interpeller la conscience collective. Pour François Barateau, ambassadeur de France au Congo, obtenir ce prix après Zao, Mav Cacharel et N’Zongo Soul, est la promesse d’un bel avenir pour la musique congolaise dont l’éclosion des artistes démontre toute la richesse, la vitalité et l’enracinement dans ses fondements et son identité.

« L’une des grandes forces de l’Afrique réside dans sa jeunesse et dans sa capacité à construire ses rêves. Quand je regarde autour de moi, comme aujourd’hui, il est difficile de dire le

contraire. La jeunesse du Congo et d’Afrique, avenir du continent, sont au cœur des priorités de la France et de son action, ici à Brazzaville », a-t-il déclaré.

Et de poursuivre : « soutenir les initiatives culturelles au Congo est un moyen de créer des passerelles, solides et durables, entre les deux pays et entre ses jeunes, afin de leur permettre de s’enraciner conjointement dans un avenir commun ».

Dans le même contexte, le diplomate français a salué particulièrement l’action de l’Institut fran-

çais du Congo (IFC) qui, au fil du temps, se mobilise pour soutenir les artistes, les aider dans la concrétisation de leurs projets et, ce faisant, contribuer de façon essentielle au développement de la scène culturelle au Congo. Tout en souhaitant que ce Prix Découvertes RFI 2020 soit pour Young Ace Wayé le début d’un long succès, il lui a remis un kit informatique composé d’un ordinateur portable et d’un smartphone.

François Barateau a, par ailleurs, réitéré la disponibilité de l’ambassade de France à soutenir le pro-

jet du développement musical de l’artiste afin de lui permettre de se faire connaître davantage, bien au-delà du Congo, particulièrement en Afrique et en Europe.

Young Ace Wayé, quant à lui, estime que cette reconnaissance des cultures urbaines à travers la réception de ce jour à la case de Gaulle est un nouveau pas dans l’échange des cultures entre la France et le Congo qui entretiennent des liens de fraternité depuis fort longtemps.

« Au regard des propos de l’ambassadeur, je peux me rassurer

que mon vœu de participer de façon active au développement du Congo par ma musique sera bientôt effectif. De ce fait, je désire bénéficier de l’appui de la France à travers des échanges, formations, résidences artistiques et des participations à des festivals afin de gagner en expérience et compétences », a souhaité l’artiste, tout en remerciant ceux qui le soutiennent depuis ses débuts jusqu’à ce jour.

Notons que cette réception, en l’honneur de Young Ace Wayé, a également connu la participation de plusieurs autres artistes de la scène urbaine congolaise, tels : Nix Ozay, Biz Ice, Key Kolos, Spirita Nanda, Nestelia Forest, Mariusca Moukengue, Teddy Benzo, Kratos. Casimir Zoba dit Zao, ancien lauréat de ce prix, s’est réjoui de constater qu’il y a une belle postérité pour pérenniser le talent du Congo en matière de musique, tant sur le plan national, qu’international.

Merveille Atipo

« L’une des grandes forces de l’Afrique réside dans sa jeunesse et dans sa capacité à construire ses rêves. Quand je regarde autour de moi, comme aujourd’hui, il est difficile de dire le contraire. La jeunesse du Congo et d’Afrique, avenir du continent, sont au cœur des priorités de la France et de son action, ici à Brazzaville »